



# **RAPPORT**

du

## **TRIBUNAL CANTONAL**

de l'Etat de Fribourg

sur l'administration de la justice  
pour l'exercice

**2006**

---

# **RECHENSCHAFTSBERICHT**

des

## **KANTONSGERICHTS**

des Staates Freiburg

über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden  
im Jahre

**2006**



## SOMMAIRE / INHALTSÜBERSICHT

	page / Seite
• <b>Partie générale</b>	5 ss
• <b>Allgemeiner Teil</b>	21 ff.
• <b>Partie statistique / Statistischer Teil</b>	
A. <b>Tribunal cantonal / Kantonsgericht</b>	39 ss / 39 ff.
B. <b>Ministère public / Staatsanwaltschaft</b>	72 / 72
C. <b>Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte</b>	73 ss / 73 ff.
D. <b>Juges d'instruction / Untersuchungsrichter</b>	93 ss / 93 ff.
E. <b>Justices de Paix / Friedensgerichte</b>	96 ss / 96 ff.
F. <b>Chambre pénale des mineurs / Jugendstrafkammer</b>	100 ss / 100 ff.
G. <b>Préfectures / Oberämter</b>	109 ss / 109 ff.



# AU GRAND CONSEIL

## du canton de Fribourg

---

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux art. 147 al. 2 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, 64 de la Constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857 et 94 de la loi d'organisation judiciaire du 22 novembre 1949, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport annuel sur l'administration de la justice dans le canton.

### 1. Considérations générales

"Rendre la justice, ce n'est pas pareil que fabriquer un pont. La technique peut s'apprendre. La justice n'est pas seulement fondée sur la compétence, mais sur la conscience."

**a)** Dans son ensemble, l'appareil judiciaire fribourgeois a bien fonctionné en 2006 malgré une lourde charge de travail : la justice a été rendue au mieux de ses forces et de ses moyens. Les tribunaux d'arrondissement et leurs présidents ont enregistré 8655 affaires civiles et 1390 affaires pénales. Pour plus de détails et pour ce qui concerne le Tribunal cantonal, l'Office des juges d'instruction, la Chambre pénale des mineurs, les justices de paix, la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance, les offices des poursuites, l'Office cantonal des faillites et les préfetures, rapport soit à la partie statistique et à son commentaire qui révèlent que chacun a accompli sa tâche avec diligence et compétence. Les chiffres présentés dans ce rapport doivent être considérés comme un indicateur parmi d'autres de la charge de travail. Les tribunaux d'arrondissement et le Tribunal cantonal ont jugé la plupart des causes dans l'année suivant leur enregistrement. 378 recours ont été déposés contre les jugements d'arrondissement, dont 138 ont été admis. On doit regretter que plusieurs procédures ont été introduites alors qu'elles étaient manifestement infondées. Le nombre des recours et celui de leur admission démontrent que les juges de première instance ont "allié la jurisprudence à une bonne dose de connaissances des hommes et de la vie". Le juge exerce une fonction d'arbitre, ce qui suppose un effort de sympathie pour comprendre ceux qui lui remettent sa cause mais aussi la rigueur qui doit toujours lui faire préférer le respect de la loi.

L'activité du pouvoir judiciaire est celle des juges professionnels ou laïcs, mais aussi des greffiers et de tous les employés qui, dans les tribunaux, les justices de paix, l'Office des juges d'instruction, les offices des poursuites et des faillites, ne ménagent pas leur peine et font souvent preuve d'une grande fidélité. Qu'ils soient tous remerciés pour leur travail !

**b)** L'accès à la justice est largement ouvert dans notre canton. Preuve en est le nombre des plaideurs à l'assistance judiciaire (709 personnes en civil et 243 en pénal). En 2006, les indemnités versées aux défenseurs d'office étaient de 1'016'740 francs pour le pénal et de 1'604'564 francs pour le civil. De plus en plus, des justiciables qui ne sont pas indigents n'hésitent pas à aborder le juge sans être assistés d'un avocat dont l'intervention serait trop onéreuse compte tenu des intérêts en jeu.

**c)** La charge de certains tribunaux d'arrondissement est à la limite de ce qui est encore admissible et celle du Tribunal de la Broye excède les forces d'un seul président. Les demandes de personnel de ces tribunaux sont justifiées et doivent être enfin satisfaites en priorité sur d'autres requêtes. A cela s'ajoute que les présidents de tribunaux et leurs greffiers devraient aussi avoir le temps nécessaire à la lecture de la jurisprudence et de la doctrine dans leurs domaines d'activité comme à la fréquentation de certains cours et séminaires.

Il convient de relever ici que le législateur peut contribuer à l'engorgement des tribunaux en compliquant inutilement la procédure; tel paraît être le cas de la nouvelle du 12 février 2004 concernant les mesures protectrices de l'union conjugale et tel était le cas du recours institué contre l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction. En revanche, un vice-président laïc, compétent et disponible, peut être un concours très utile pour le président de tribunal (voir les attributions exercées par la vice-présidente du Tribunal de l'arrondissement du Lac). De plus, la possibilité de confier l'instruction et le jugement de certaines causes aux greffiers des tribunaux d'arrondissement

mérite d'être étudiée. Souvent titulaires du brevet d'avocat et/ou au bénéfice de plusieurs années d'expérience, ces derniers sont déjà chargés des projets de jugement, et leur statut personnel et salarial doit être revalorisé. Il faut aussi apprécier l'attitude raisonnable et responsable des parties qui, en matière civile, renoncent fréquemment à des débats devant la Cour d'appel quand la procédure écrite suffit à la défense de leurs intérêts.

**d)** Au chapitre de la communication, on signale ce qui suit.

Le 29 mars 2006, le Tribunal cantonal a rencontré la Commission de justice pour discuter notamment de la mise en œuvre de la nouvelle Constitution, de la réorganisation des justices de paix et de l'attitude à adopter à l'égard des mécontents de la justice, tels que les membres ou sympathisants d'Appel au peuple.

Le 17 mai 2006, le Tribunal cantonal a tenu conférence de presse pour présenter son Rapport annuel. A cette occasion, le Juge de paix de la Ville de Fribourg, Pierre-André Tissot, a évoqué les rôles de la justice de paix et du juge de paix.

Le Tribunal cantonal a organisé la rencontre annuelle des juges cantonaux romands et tessinois qui a eu lieu le 22 septembre 2006.

Le 6 novembre 2006, la Journée européenne de la justice civile, organisée par le Tribunal cantonal en collaboration avec la Faculté de droit de l'Université de Fribourg, a été l'occasion pour des femmes d'exposer à des étudiantes leur expérience professionnelle et leur parcours de vie.

Lors de la rencontre annuelle du Tribunal cantonal avec les journalistes du canton, le 16 novembre 2006, le président du Tribunal cantonal ainsi que le journaliste Antoine Rûf ont fait un exposé sur l'indépendance du juge et du journaliste.

La nouvelle partie générale du code pénal a été présentée lors de la conférence de presse du 11 décembre 2006, organisée sous la direction du Tribunal cantonal.

La jurisprudence du Tribunal cantonal et des jugements de première instance sont publiés dans la Revue fribourgeoise de jurisprudence, sur le site internet du Tribunal cantonal et dans des revues, telles que la FamPra, la Revue du droit de tutelle, le Droit du bail, les Cahiers du bail, le Jahrbuch des Schweizerischen Arbeitsrechts (JAR), Assitalex, le Bulletin de jurisprudence pénale, le Bulletin des préposés aux poursuites et faillites, etc.

**e)** Un temps accru a dû être consacré à la formation en 2006, en raison de l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier 2007, de la nouvelle partie générale du code pénal suisse qui modifie profondément le système des peines. L'ensemble des juges et greffiers du canton actifs en matière pénale ont suivi une journée entière de formation, à Lausanne ou à Berne, selon le module fourni par la Fondation pour la formation continue des juges suisses. Ils ont suivi un demi-jour supplémentaire pour les adaptations qui en résultent dans le canton; cette présentation cantonale a été faite en collaboration avec l'Office des juges d'instruction et la Direction de la sécurité et de la justice.

**f)** En 2006, le Tribunal cantonal a été consulté au sujet de plusieurs avant-projets et projets d'actes législatifs et s'est déterminé en particulier sur les objets suivants :

- le projet d'adaptation de la loi fédérale contre la concurrence déloyale en vue du Championnat d'Europe de football en 2008;
- le projet de loi fédérale sur les enlèvements internationaux d'enfants et sur la mise en œuvre des conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes;
- différents avant-projets de loi d'adaptation à la Constitution du canton de Fribourg (organisation du pouvoir judiciaire et loi sur le Grand Conseil);
- différents avant-projets et projets de lois et d'ordonnances en lien avec les nouvelles dispositions de la partie générale du code pénal suisse;
- l'avant-projet de loi modifiant la loi d'application du code civil suisse (mesures urgentes en cas de violence, de menaces ou de harcèlement);
- l'avant-projet de révision de la loi sur le droit de cité fribourgeois.

Le Tribunal cantonal s'est encore déterminé, à la demande du Conseiller d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice, sur plusieurs motions, postulats ou questions.

## 2. Le Tribunal cantonal

### 2.1. Commentaire de la statistique

#### a) En général

Les Cours d'appel civil ont connu une augmentation de leurs causes (I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil: 2006: 84; 2005: 75; II<sup>e</sup> Cour d'appel civil: 2006: 192; 2005: 174). Le nombre des affaires pénales a diminué (Cour d'appel pénal: 2006: 92; 2005: 107; Chambre pénale: 2006: 628; 2005: 860; président de la Chambre pénale : 2006 : 444; 2005: 519). Si le nombre de recours enregistrés par la Cour d'appel pénal a diminué, le nombre d'arrêts rendus en 2006 a augmenté (2006: 117 non compris 16 concernant des radiations du casier judiciaire; 2005: 91 non compris 15 concernant des radiations au casier judiciaire). La diminution des affaires de la Chambre pénale et de son président est principalement liée à la modification législative supprimant le recours contre les ordonnances de renvoi et à la clôture des instructions concernant d'importants trafics de stupéfiants, dans lesquelles des prévenus étaient détenus durant de nombreux mois. Les contrôles du maintien en détention préventive et les décisions concernant les écoutes téléphoniques ont diminué en 2006 (2006: 534; 2005: 791). Cette diminution pourrait n'être que passagère; la Chambre pénale a en effet enregistré 30 % de recours et demandes d'indemnités en plus pendant les deux premiers mois de l'année 2007 par rapport à la même période de 2006 (28.02.2007 : 42; 28.02.2006 : 32); il en va de même pour les contrôles du maintien en détention préventive (28.02.2007 : 73; 28.02.2006 : 61) et pour les affaires du président de la Chambre pénale (décisions concernant les défenses d'office, 28.02.2007 : 62; 28.02.2006 : 39).

La baisse des affaires en Chambre pénale et surtout auprès de son président explique aussi pourquoi le nombre total des causes enregistrées au Tribunal cantonal a diminué en 2006 (2006: 1670; 2005: 1955). Cela dit, on rappelle que le nombre des affaires n'est pas à lui seul significatif de la charge de travail; il s'agit de tenir compte de la complexité de certaines affaires dont le traitement exige un temps important du juge rapporteur, mais aussi des juges de la section dont la détermination implique une étude consciencieuse du dossier.

Pour les affaires jugées en 2006 par les quatre sections principales, le temps qui s'est écoulé en moyenne entre l'enregistrement et le jugement des causes est le suivant :

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I <sup>e</sup> Cour d'appel civil	3	9	17	36	23	3
II <sup>e</sup> Cour d'appel civil	47	89	22	15	1	0
Cour d'appel pénal	5	14	29	36	30	3
Chambre pénale	80	55	37	39	5	3

On se réfère aux remarques déjà formulées dans le Rapport pour l'exercice 2005. Ainsi, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire, accélérée, sommaire ou gratuite. S'agissant de la I<sup>e</sup> Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance qui doit être demandée à chaque partie (délai de trente jours susceptible de deux prolongations de même durée!). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Enfin, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice. Il reste que, pour les quatre principales sections du Tribunal cantonal confondues, 533 affaires sur 601 (soit 89% des causes; 2005: 93%; 2004: 93%; 2003: 92%) sont jugées au plus tard dans l'année qui suit leur enregistrement. A cause de la surcharge de travail, la liquidation d'un grand nombre de causes dans le délai d'une année a eu pour conséquence l'allongement des procédures complexes.

Le concours des juges suppléants, dont la disponibilité est restreinte du fait de leur activité principale, a été sollicité notamment en cas de récusation des juges cantonaux ainsi que, en matière pénale, en raison des exigences de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) et de la charge de la Cour d'appel. Dans neuf affaires seulement, le dossier a été transmis à un juge suppléant pour rapport. Dans trois d'entre elles, la section était composée exclusivement de juges suppléants à la suite de la récusation de tous les juges cantonaux.

S'agissant de la récusation des membres des autorités soumises à surveillance, renvoi soit à la partie statistique (let. A ch. 9).

## **b) Surveillance des autorités judiciaires**

**aa)** Le Tribunal cantonal a classé sans suite deux plaintes dirigées contre un président de tribunal, une plainte contre un juge d'instruction et une plainte contre un juge de paix.

**bb)** S'agissant des "affaires pénales non liquidées au Tribunal d'arrondissement de la Sarine", le Tribunal cantonal a constaté par arrêt du 17 janvier 2006 que l'action pénale était prescrite dans tous les cas (Rapport pour l'exercice 2005, p. 12).

La Commission de justice du Grand Conseil a dénoncé l'affaire au juge d'instruction les 9 juin et 6 juillet 2006. Le 21 août 2006, et à la suite de la récusation des juges d'instruction, le Tribunal cantonal a désigné M. Gérard Piquerez, Juge près le Tribunal cantonal de la République et canton du Jura, comme juge d'instruction remplaçant pour connaître de la dénonciation. Le 30 novembre 2006, le Juge Piquerez a refusé d'ouvrir l'action pénale contre M. Pierre-Emmanuel Esseiva en considérant que la seule infraction pénale qui pouvait éventuellement entrer en ligne de compte, soit l'entrave à l'action pénale (art. 305 CP), est prescrite depuis plusieurs années, dans toutes les procédures en cause. Le Tribunal cantonal était arrivé à la même conclusion dans son arrêt du 21 août 2006.

## **2.2. Inspections annuelles du Tribunal cantonal**

Conformément à la loi (art. 97 al. 2 LOJ), le Tribunal cantonal a inspecté tous les greffes des tribunaux d'arrondissement et des chambres des tutelles, ceux des tribunaux des baux, celui de l'Office des juges d'instruction et de la Chambre pénale des mineurs, ainsi que tous les secrétariats des préfectures. Il a inspecté la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance ainsi que les greffes des justices de paix (art. 7 LOT) où il y avait eu un changement du juge de paix ou du greffier au cours des douze derniers mois, ainsi qu'un certain nombre d'autres greffes de justices de paix selon le rythme quadriennal adopté depuis un certain nombre d'années déjà. Le Tribunal cantonal a en outre inspecté l'Office cantonal des faillites et tous les Offices de poursuites (art. 14 LP et 13 LELP). En 2006, 33 inspections réparties sur 19 journées ont été effectuées.

Le Tribunal cantonal a consacré sa séance plénière du 1<sup>er</sup> décembre 2006 à l'examen des rapports d'inspection.

## **2.3. Personnel**

Il n'y a pas eu de changement au sein du personnel du greffe.

M. Gueric Riedi et Mme Cendrine Salchli, licenciés en droit, ont effectué une partie de leur stage d'avocat comme greffiers.

## **2.4. Informatique**

L'informatique améliore la gestion administrative de l'ordre judiciaire et permet de saisir précisément, du moins au niveau de la statistique, la charge des magistrats.

**a)** Les travaux qui doivent aboutir à l'harmonisation du logiciel de gestion des dossiers, Tribuna, et à la rationalisation des méthodes de travail (Rapport 2004, p. 13) se sont poursuivis en 2006. Après l'achèvement du premier volet, "Harmonisation des codes", en 2005, les travaux ont surtout porté sur les actes judiciaires informatisés, les statistiques en matière civile et différents points en relation avec la nouvelle partie générale du droit pénal. Les travaux se poursuivent en 2007.

**b)** Avant de transférer leur propre site vers le nouveau système de gestion de contenu (CMS) adopté par l'Etat pour ses sites internet, le Tribunal cantonal et le Tribunal administratif élaborent un portail internet du pouvoir judiciaire.

# **3. Les Tribunaux d'arrondissement**

## **a) En général**

Le nombre des affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux (2005: 719; 2006: 767) et des présidents de tribunaux civils (2005: 8128; 2006: 7888) est au niveau de 2005. Les mesures protectrices de l'union conjugale, en



constante augmentation depuis 1998, ont légèrement diminué (1998: 54; 1999: 70; 2000: 84; 2001: 142; 2002: 191; 2003: 236; 2004: 277; 2005: 298; 2006: 264).

Les causes relevant du tribunal pénal (2005: 229; 2006: 232) et du juge de police (2005: 1129; 2006: 1154) sont aussi nombreuses que précédemment.

### **b) Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement**

Juge de répression	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Tribunal pénal	7	61	67	34	19	10	<b>198</b>
Juge de police	72	636	239	130	45	9	<b>1131</b>

Tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Droit de la famille	8	94	81	84	76	29	<b>372</b>
Actions résultant des contrats	4	14	21	28	10	7	<b>84</b>

Président tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Divorce sur requête commune avec accord complet	3	61	267	196	34	3	<b>564</b>
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	34	103	68	29	6	5	<b>245</b>
Affaires pécuniaires (art. 139 LOJ)	8	165	89	43	12	14	<b>331</b>
Mainlevée	444	2641	113	2	0	0	<b>3200</b>

Juridiction des prud'hommes	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Président	13	77	40	14	16	2	<b>162</b>
Chambre	9	55	33	24	21	10	<b>152</b>

On se réfère aux remarques concernant les affaires liquidées par le Tribunal cantonal (ch. 2.1 let. a ci-devant). Il ressort notamment de ce tableau que 95% des affaires du juge de police et 85% des affaires du tribunal pénal sont jugées dans l'année à compter de leur enregistrement. En matière civile, 72% des affaires en droit de la famille de la compétence du tribunal, 95% des mesures protectrices de l'union conjugale et 92% des affaires pécuniaires, de la compétence du président de tribunal, sont jugées dans l'année.

### **c) Tribunal de l'arrondissement de la Sarine**

Les présidents relèvent que des procédures civiles, autrefois simples, deviennent de plus en plus complexes, surtout en droit de la famille, du travail et du bail, pour les motifs suivants. En matière de mesures protectrices de l'union conjugale, les actes de procédure se multiplient (mesures provisionnelles, modifications de celles-ci, mesures provisionnelles urgentes, recours, etc.) et le comportement des parties rend plus difficile, voire impossible une solution amiable; au demeurant, l'urgence est constamment alléguée. Le règlement du droit de visite est toujours plus difficile, implique l'audition des enfants et de nombreux intervenants (Service de l'enfance et de la jeunesse, psychologues, pédopsychiatres, etc.). Les parties qui procèdent sans avocat produisent des pièces en vrac ou ne les produisent pas. Elles formulent de nouveaux allégués tout au long de la procédure. Les séances et les procédures s'en trouvent allongées.

Les présidents du tribunal pénal soulignent que l'augmentation constante du nombre et du volume des affaires impose de reprendre le poste de greffier cédé à l'Office des juges d'instruction.

Les présidents estiment qu'il conviendrait de réévaluer la classe de fonction des greffiers qui sont pour la plupart titulaires du brevet d'avocat et établissent souvent des rapports. Le Tribunal cantonal soutient cette revendication légitime.

#### **d) Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère**

Le 21 février 2006, le Collège électoral a élu Mme Claudia Dey Gremaud en qualité de présidente du tribunal. Celle-ci est entrée en fonction le 1<sup>er</sup> mai 2006. Après un congé maternité de quatre mois, elle assume maintenant une des deux présidences du tribunal avec le président Sansonnens qui a réduit son taux d'activité à 50 % (job sharing).

Un poste supplémentaire de greffier à temps partiel a été accordé au tribunal, compte tenu de sa charge de travail importante.

#### **e) Tribunal de l'arrondissement du Lac**

Le président signale l'augmentation des oppositions aux ordonnances pénales; il déplore le déplacement de plus en plus fréquent de la charge de l'établissement des faits de l'instruction à la répression.

Selon le président, la charge de travail est à la limite de l'admissible quand celle-ci n'est pas dépassée. Il suffit d'une absence prolongée pour que s'accumulent des retards difficiles à résorber.

La vice-présidente procède à l'audition des enfants dans la procédure de divorce. Le président relève le tact et l'empathie avec lesquels cette personne s'acquitte de sa tâche.

#### **f) Tribunal de l'arrondissement de la Broye**

Pour remplacer le président Jean-Luc Baechler, démissionnaire, le Collège électoral a élu, le 17 janvier 2006, M. Jean-Benoît Meuwly, jusqu'alors greffier-chef du Tribunal administratif. M. Meuwly est entré en fonction le 1<sup>er</sup> mars 2006.

Le Tribunal cantonal, en collaboration avec le Conseiller d'Etat, Directeur de la justice, et le président du tribunal, étudie la possibilité d'engager un président à mi-temps pour l'année 2007, compte tenu de la charge de travail importante de ce tribunal.

**g)** Le fonctionnement des autres tribunaux d'arrondissement, des chambres des prud'hommes, des tribunaux des baux et du Tribunal pénal économique n'appelle pas de remarques particulières.

## **4. L'Office des juges d'instruction**

Dans son rapport, le président de l'Office relève que les 84% des dossiers ouverts durant l'année 2006 ont pu être clos. Alors qu'on comptait, à la fin de l'année 2005, 227 anciens dossiers – ouverts depuis plus d'une année –, ceux-ci étaient au nombre de 141 à la fin de l'année 2006, dont un, le plus ancien, date de 2001.

L'Office a enregistré 19'410 dossiers en 2006, ce qui représente une augmentation de 2,7% par rapport à 2005 (18'896). Les dossiers ouverts sont passés de 2875 à la fin 2005 à 1842 à la fin 2006. Les juges d'instruction ont prononcé 508 refus d'ouverture de l'action pénale (2005: 449), 6687 ordonnances de classement concernant des auteurs inconnus (2005: 6740), 256 ordonnances de classement concernant des auteurs identifiés (2005: 311), 622 ordonnances de non-lieu (2005: 554), 337 ordonnances de renvoi aux juges de répression (2005: 335), 9090 ordonnances pénales (2005: 7878), dont 532 ont été frappées d'opposition (2005: 492), 2559 ordonnances de conversion d'amendes (2005: 2748) et exécuté 104 commissions rogatoires nationales et internationales (2005: 112). Ils ont également ordonné 268 mises en détention préventive (2005: 326) pour un nombre total de jours de détention de 12'700 (2005: 20'772).

Le fléchissement important du nombre de détenus et surtout des jours de détention s'explique par la clôture des instructions concernant d'importants trafics de stupéfiants, dans lesquelles des prévenus étaient détenus durant de nombreux mois.

Chaque juge a, en moyenne, 260 dossiers en cours, dont certains portent toutefois sur des affaires relativement simples (par ex. contraventions à la loi fédérale sur les transports publics), et assume un service de permanence de 7 semaines durant l'année et une suppléance de même durée.

Pour faire face à l'augmentation de la charge de travail de l'Office, liée notamment à la révision de la partie générale du code pénal, quatre nouveaux postes ont été attribués à l'Office pour 2007 : un 10<sup>ème</sup> juge d'instruction,

un greffier, une secrétaire ainsi qu'un secrétaire comptable. Le 30 janvier 2007, le Collège électoral a élu M. Philippe Barboni, jusqu'alors adjoint du Commandant de la police cantonale, en qualité de juge d'instruction.

## 5. Les Juges de la détention

Le 30 janvier 2007, le Collège électoral a élu Mme Liliane Hauser en qualité de juge de la détention, en remplacement de M. Guy Krayenbühl, démissionnaire.

## 6. Les Justices de paix et l'administration tutélaire

**a)** La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement (art. 7 LOT); celles-ci ont la surveillance de l'administration tutélaire dans leur arrondissement (art. 4 LOT). Le Tribunal cantonal a inspecté, dans l'arrondissement de la Sarine, les justices de paix du 4<sup>ème</sup> cercle, à Fribourg, et du 5<sup>ème</sup> cercle, à Le Mouret, dans l'arrondissement de la Singine, la justice de paix du 2<sup>ème</sup> cercle, à Tavel, dans l'arrondissement de la Gruyère, les justices de paix du 2<sup>ème</sup> cercle, à Charmey, du 3<sup>ème</sup> cercle, à Bulle, et du 4<sup>ème</sup> cercle, à Vuippens, ainsi que, dans l'arrondissement du Lac, la justice de paix du 2<sup>ème</sup> cercle, à Morat, et du 3<sup>ème</sup> cercle, à Chiètres.

Ces inspections ont permis au Tribunal cantonal de constater que les greffes des justices de paix étaient bien tenus. Le Tribunal cantonal a donné les instructions nécessaires. Il a notamment rappelé à certaines justices de paix l'exigence de la signature collective à deux (tuteur et membre de l'autorité tutélaire) sur le compte du pupille pour tous les actes de disposition dépassant l'entretien courant de celui-ci.

**b)** Les dysfonctionnements de la justice de paix du 5<sup>ème</sup> cercle de la Sarine, à Le Mouret, évoqués dans le Rapport pour l'exercice 2005 (p. 19 s.) ont été résolus par le départ de la tutrice générale concernée et l'avertissement donné à la greffière de paix. Le juge de paix, la Chambre des tutelles d'arrondissement et le Tribunal cantonal ont donné les instructions nécessaires au bon déroulement de l'activité de cette autorité et contrôlent leur mise en œuvre.

**c)** Le 6 septembre 2006, le Grand Conseil a adopté la nouvelle organisation des justices de paix. Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, les cercles de justices de paix passeront de 29 à 7. Les travaux de mise en œuvre sont en cours.

**d)** 35 mandataires tutélaires et 24 membres des autorités tutélaires ont suivi la journée de formation organisée par le Tribunal cantonal, la Conférence des justices de paix, la Direction de la sécurité et de la justice ainsi que des représentants des tuteurs, en collaboration avec la Haute Ecole fribourgeoise de travail social (cf. Rapport pour l'exercice 2005, p. 20). D'autres journées devraient suivre en 2007, à l'intention notamment des intéressés germanophones.

**e)** Une délégation du Bureau de la Conférence des justices de paix a rencontré le Conseiller d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice, et s'est entretenue avec lui de la réorganisation des justices de paix.

Le chef de la brigade des mineurs de la police de sûreté a présenté l'activité de sa brigade aux membres du Bureau de la Conférence.

Nous relevons une fois de plus l'importance de la Conférence dont le travail est apprécié.

## 7. La privation de liberté à des fins d'assistance

**a)** Selon la loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance (LPLFA), la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur la Commission de surveillance (art. 7 LOT); celle-ci exerce une surveillance générale sur les placements et les mesures ordonnées et le contrôle judiciaire de première instance (art. 16 et 18 LPLFA). La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a procédé à l'inspection de la Commission de surveillance les 7 juin, 6 décembre 2006 et 11 janvier 2007. 487 décisions ont été rendues en 2006 en matière de privation de liberté. La Commission a connu de 76 demandes de contrôle judiciaire. Le président de la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal se fait produire un exemplaire de ces décisions.

**b)** La Commission est désormais complète puisque la Dresse Sibylle Isabelle Castella Beer a été élue assesseuse avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2006 en remplacement du Dr Jean-Marc Perron, démissionnaire en juin 2005.

**c)** La Commission demande à l'établissement de placement un rapport tous les trois mois et contrôle aussi le suivi des placements en urgence dans des établissements hors canton.

d) La Commission a inspecté le Foyer La Sapinière le 28 septembre 2006.

## **8. La Chambre pénale des mineurs**

a) 2199 affaires ont été enregistrées en 2006 (2139 en 2005).

b) Les juges des mineurs ont délégué 79 affaires concernant 153 mineurs au Bureau de la médiation pénale des mineurs, qui comprend trois médiateurs se partageant un 150%. 54 affaires ont abouti à un accord, 13 n'ont pas abouti et 40 dossiers étaient en cours au 31 décembre 2006.

c) La statistique ne reflète que peu la progression de la violence, la majorité des infractions contre l'intégrité corporelle, l'honneur, la liberté et l'autorité publique se terminant par des arrangements en procédure de conciliation ou de médiation.

Les actes de violence sont pourtant en augmentation, les victimes dénonçant de plus en plus systématiquement les atteintes physiques ou verbales qu'elles ont subies. Pour le président de la Chambre, ce qui est nouveau et insoutenable, c'est l'extrême violence des coups portés à autrui. Munis de bâtons, de bouteilles, parfois volontairement cassées avant l'attaque, de poings américains, voire de couteaux, les jeunes frappent avec une haine, une rage et une brutalité peu communes. Il n'est pas rare de les voir s'acharner sur des victimes déjà à terre et faire fi des conséquences parfois effroyables. Les photos de visages défigurés sont à ce sujet éloquents et inquiètent à juste titre.

Le nouveau droit pénal des mineurs, qui a conservé sa vocation éducative, a apporté sa touche de sévérité en quadruplant la peine privative de liberté pour les 16 – 18 ans, auteurs de crimes particulièrement odieux, comme les lésions corporelles graves. Mais encore faut-il pouvoir faire exécuter les mesures et les sanctions prises par les juges. Le président déplore – et le Tribunal cantonal en fait autant - que le nombre d'institutions fermées pour encadrer solidement certains multirécidivistes (garçons et filles) soit insuffisant, que les maisons d'éducation existantes soient pleines et dressent des listes d'attente et qu'aucune institution capable d'accueillir des jeunes privés de liberté pour une longue durée n'existe en Suisse romande.

## **9. L'Office des faillites et les Offices des poursuites**

### **a) L'Office des faillites**

Le Préposé a réorganisé le travail de l'Office en fixant un nouveau mode de répartition des dossiers entre les gestionnaires de faillite. Il en est résulté un gain d'efficacité.

La Chambre des poursuites et faillites n'a pas préavisé favorablement la requête des préposés aux poursuites et faillite du canton tendant à accorder à chacun l'accès en ligne aux données des autres offices.

Selon l'art. 55 LCA dans sa teneur en vigueur depuis le 1er janvier 2006, la couverture d'assurance cesse au moment de l'ouverture de la faillite, même si celle-ci n'est pas encore communiquée à l'office. Or, certains faillis, respectivement leur entreprise, continuent leur activité nonobstant le prononcé de la faillite, cela avant que l'office puisse intervenir. Pour résoudre ce problème, le Préposé a négocié une couverture d'assurance globale pour toutes les masses en faillite, qui paieront la prime convenue avec l'assureur. L'Etat pourra prochainement conclure le contrat.

Le Préposé a abordé la Chambre des poursuites et faillites au sujet de la perception d'un émolument extraordinaire pour quelques dossiers importants gérés par l'office.

La faillite doit être liquidée dans le délai légal d'une année, que l'autorité de surveillance peut au besoin prolonger. La Chambre a invité le Préposé à demander systématiquement cette prolongation lorsque la faillite ne peut pas être liquidée dans l'année.

### **b) Les Offices des poursuites**

Le nouveau logiciel de gestion des poursuites (Themis) a été installé dans les offices. La phase d'adaptation passée, il fonctionne maintenant à la satisfaction générale. Ce logiciel suscite l'intérêt d'autres cantons.

La Confédération élabore un projet e-LP concernant l'échange par voie électronique de documents entre les créanciers et les offices des poursuites. L'Office des poursuites de la Sarine est office pilote.

Le traitement des affaires dans les offices des poursuites du canton n'appelle pas de remarques particulières.

L'évolution des poursuites et des faillites dans le canton ressort de la partie statistique.

\*\*\*\*\*

Nous avons l'honneur, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Fribourg, le 13 mars 2007

Le Greffier-chef :

**Henri ANGELOZ**

Le Président :

**Pierre KAESER**

# AN DEN GROSSEN RAT

## des Kantons Freiburg

---

Sehr geehrter Herr Präsident  
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 147 Abs. 2 der Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004, Art. 64 der Kantonsverfassung vom 7. Mai 1857 und Art. 94 des Gesetzes über die Gerichtsorganisation vom 22. November 1949 unseren Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden des Kantons Freiburg zu unterbreiten.

### 1. Allgemeine Bemerkungen

"Recht sprechen ist nicht wie eine Brücke bauen. Technik kann man lernen. Doch Rechtsprechung beruht nicht nur auf Wissen, sondern auch auf dem Gewissen."

a) Gesamthaft betrachtet hat die Freiburger Justiz im Jahr 2006 trotz hoher Arbeitslast gut funktioniert: Die Rechtsprechung erfolgte so gut, wie es mit den zur Verfügung stehenden Kräften und Mitteln möglich war. Bei den Bezirksgerichten und ihren Präsidenten wurden 8655 Zivilsachen und 1390 Strafsachen einregistriert. Für weitere Details dazu sowie zum Kantonsgericht, zum Untersuchungsrichteramt, zur Jugendstrafkammer, zu den Friedensgerichten, zur Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung, zu den Betreibungsämtern, zum Kantonalen Konkursamt und zu den Oberämtern verweisen wir auf den statistischen Teil und die dortigen Bemerkungen, aus denen hervorgeht, dass jede und jeder seine Aufgaben in sorgfältiger und kompetenter Weise wahrgenommen hat. Die in diesem Bericht vorgelegten Zahlen müssen als ein Indikator unter mehreren für die hohe Arbeitslast aufgefasst werden. Die Bezirksgerichte und das Kantonsgericht haben die Mehrzahl der Angelegenheiten innert Jahresfrist erledigt. Gegen die Urteile der Bezirksgerichte wurden 378 Rechtsmittel ergriffen, von denen 138 gutgeheissen worden sind. Es ist zu bedauern, dass mehrere offensichtlich unbegründete Verfahren eröffnet wurden. Die Zahl der Rechtsmittel und der Gutheissungen zeigt auf, dass die erstinstanzlichen Richter "ihre Rechtsprechung mit einer gesunden Dosis von Wissen über die Menschen und das Leben" verbunden haben. Der Richter übt eine Schiedsrichterrolle aus, was einen Aufwand an Sympathie voraussetzt beim Verstehen jener, welche ihm ihre Anliegen unterbreiten, aber auch die Strenge, stets die Einhaltung der Gesetze über alles andere zu stellen.

Die Tätigkeit der Justiz umfasst jene der professionellen Richter und der Laienrichter, aber auch jene der Gerichtsschreiber und sämtlicher Angestellten, welche an den Gerichten und Friedensgerichten, im Untersuchungsrichteramt und in den Betreibungs- und Konkursämtern mit ihren Kräften nicht sparen und oft eine grosse Treue unter Beweis stellen. Ihnen allen sei hier für ihre Arbeit gedankt!

b) Der Zugang zur Justiz ist in unserem Kanton weit offen. Die Anzahl jener, denen die unentgeltliche Rechtspflege gewährt wurde, zeugt davon (709 Personen in Zivilsachen und 243 in Strafsachen). Im Jahr 2006 wurden den amtlichen Verteidigern in Strafsachen 1'016'740 Franken und in Zivilsachen 1'604'564 Franken an Entschädigungen ausgerichtet. Nicht mittellose Rechtsuchende zögern zusehends weniger, sich ohne Beistand eines Anwalts an den Richter zu wenden, weil jener sie in Anbetracht der auf dem Spiel stehenden Interessen zu viel kosten würde.

c) Die Arbeitslast bestimmter Bezirksgerichte hat die Grenze des noch Zumutbaren erreicht, und jene am Bezirksgericht der Broye übersteigt die Kräfte eines einzigen Präsidenten. Die Personalgesuche dieser Bezirksgerichte sind gerechtfertigt und müssen endlich erfüllt werden, wobei ihnen gegenüber anderen Gesuchen Priorität zukommt. Dazu kommt, dass die Gerichtspräsidenten und ihre Gerichtsschreiber auch über die notwendige Zeit verfügen müssen, um in ihren Tätigkeitsbereichen die einschlägige Rechtsprechung und Lehre zu studieren und bestimmte Kurse und Veranstaltungen zu besuchen.

Es ist an dieser Stelle darauf hinzuweisen, dass der Gesetzgeber zur Überlastung der Gerichte beiträgt, wenn er das Verfahren in unnötiger Weise kompliziert; dies scheint der Fall zu sein hinsichtlich der Gesetzesnovelle vom 12. Februar 2004 betreffend Eheschutz-massnahmen, und dies war der Fall bezüglich der Beschwerdemöglichkeit gegen die untersuchungsrichterlichen Überweisungsverfügungen. Dagegen kann ein Vize-Gerichtspräsident, der zwar nicht Jurist, aber kompetent und verfügbar ist, dem Gerichtspräsidenten wertvolle Hilfe leisten (vgl. etwa die

von der Vizepräsidentin des Bezirksgerichts des Seebezirks ausgeübten Aufgaben). Weiter ist die Möglichkeit näher zu prüfen, die Untersuchung und das Urteil in bestimmten Angelegenheiten den Bezirks-gerichtsschreibern anzuvertrauen. Diese Gerichtsschreiber, welche oft Inhaber des Anwaltspatentes sind und/oder über mehrjährige Berufserfahrung verfügen, werden bereits heute mit der Abfassung von Urteilsentwürfen beauftragt, und ihr personeller und lohnmässiger Status sollte aufgewertet werden. Schliesslich ist auch die vernünftige und verantwortungsvolle Haltung der Parteien zu würdigen, welche in Zivilsachen oft auf eine mündliche Verhandlung vor dem Appellationshof verzichten, wenn das schriftliche Verfahren zur Wahrung ihrer Interessen ausreicht.

**d)** Unter der Rubrik Mitteilungen weisen wir auf Folgendes hin.

Am 29. März 2006 hat ein Treffen zwischen dem Kantonsgericht und der Justizkommission stattgefunden. Besprochen wurden dabei insbesondere die Umsetzung der neuen Kantonsverfassung, die Neuorganisation der Friedensgerichte und die Haltung, welche es gegenüber Personen einzunehmen gilt, welche wie zum Beispiel die Mitglieder oder Sympathisanten von „Aufruf ans Volk“ mit der Justiz unzufrieden sind.

Am 17. Mai 2006 hat das Kantonsgericht an einer Pressekonferenz seinen Jahresbericht vorgestellt. Bei dieser Gelegenheit hat der Friedensrichter der Stadt Freiburg, Pierre-André Tissot, über die Rolle des Friedensgerichts und des Friedensrichters gesprochen.

Weiter hat das Kantonsgericht am 22. September 2006 das jährliche Treffen der Westschweizer und Tessiner Kantonsrichter organisiert.

Am 6. November 2006 boten die Europäischen Tage der Ziviljustiz, organisiert vom Kantonsgericht in Zusammenarbeit mit der Rechts-wissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg, mehreren Frauen Gelegenheit, den Studentinnen ihre beruflichen Erfahrungen und ihren Werdegang vorzustellen.

Anlässlich des jährlichen Treffens zwischen dem Kantonsgericht und den Journalisten des Kantons haben der Präsident des Kantonsgerichts sowie der Journalist Antoine Rüf am 16. November 2006 Vorträge über die Unabhängigkeit des Richters und des Journalisten gehalten.

Der neue Allgemeine Teil des Strafgesetzbuches ist an einer vom Kantonsgericht organisierten Pressekonferenz am 11. Dezember 2006 vorgestellt worden.

Die Rechtsprechung des Kantonsgerichts sowie erstinstanzliche Urteile sind in der Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung, auf der Internetseite des Kantonsgerichts sowie in anderen Zeitschriften, namentlich in der FamPra, der Zeitschrift für Vormundschaftswesen, dem Droit du bail, den Cahiers du bail, dem Jahrbuch des Schweizerischen Arbeitsrechts, dem Assistalex, der Rechtsprechung in Strafsachen sowie in den Blättern für Schuldbetreibung und Konkurs veröffentlicht.

**e)** Der Weiterbildung musste im Jahr 2006 vermehrt Zeit gewidmet werden, dies aufgrund des Inkrafttretens des neuen Allgemeinen Teils des Strafgesetzbuches am 1. Januar 2007, welcher das Strafsystem tief greifend verändert. Sämtliche im Kanton im Bereich des Strafrechts tätigen Richter und Gerichtsschreiber haben in Lausanne oder Bern an einer eintägigen Weiterbildung teilgenommen, welche nach einem Modul der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter durchgeführt wurde. Die betroffenen Personen haben sich zudem an einem weiteren halben Tag mit den sich daraus auf kantonaler Ebene ergebenden Änderungen beschäftigt; die entsprechende Veranstaltung wurde in Zusammenarbeit mit dem Untersuchungsrichteramt und der Direktion für Sicherheit und Justiz durchgeführt.

**f)** Das Kantonsgericht ist im Jahr 2006 zu mehreren Gesetzesvorentwürfen oder –entwürfen angehört worden und hat insbesondere zu folgenden Gegenständen Stellung genommen:

- Entwurf zur Änderung des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb im Hinblick auf die Fussball-Europameisterschaft im Jahr 2008;
- Entwurf eines Bundesgesetzes über internationale Kindes-entführungen und die Haager Übereinkommen zum Schutz von Kindern und Erwachsenen;
- verschiedene Vorentwürfe des Gesetzes zur Anpassung an die Verfassung des Kantons Freiburg (Organisation des Gerichtswesens, Gesetz über den Grossen Rat);
- verschiedene Vorentwürfe und Entwürfe von Gesetzen oder Verordnungen, welche mit den neuen Bestimmungen des Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches in Zusammenhang stehen;
- Vorentwurf eines Gesetzes zur Revision des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (dringliche Massnahmen in Fällen von Gewalt, Drohungen oder Belästigung);
- Vorentwurf eines revidierten Gesetzes über das freiburgische Bürgerrecht.

Darüber hinaus hat das Kantonsgericht zuhanden des für Sicherheit und Justiz zuständigen Staatsrates zu mehreren Motionen, Postulaten und parlamentarischen Anfragen Stellung genommen.

## 2. Das Kantonsgericht

### 2.1. Bemerkungen zur Statistik

#### a) Allgemeines

Die Zivilappellationshöfe haben eine Zunahme der bei ihnen anhängig gemachten Angelegenheiten zu verzeichnen (I. Zivilappellationshof: 2006: 84; 2005: 75; II. Zivilappellationshof: 2006: 192; 2005: 174). Die Anzahl der Strafsachen ist rückläufig (Strafappellationshof: 2006: 92; 2005: 107; Strafkammer: 2006: 628; 2005: 860; Präsident der Strafkammer: 2006: 444; 2005: 519). Zwar hat die Anzahl der beim Strafappellationshof eingereichten Berufungen abgenommen, doch war 2006 eine Zunahme der gefällten Urteile zu verzeichnen (2006: 117 exkl. 16, welche die Löschung von Strafregistereinträgen betrafen; 2005: 91 exkl. 15, welche die Löschung von Strafregistereinträgen betrafen). Die Abnahme der bei der Strafkammer und ihrem Präsidenten anhängig gemachten Angelegenheiten ist zur Hauptsache auf die Gesetzesänderung zurückzuführen, mit der die Beschwerde gegen Überweisungsverfügungen abgeschafft wurde, sowie auf den Abschluss von Untersuchungen über umfangreichen Betäubungsmittelhandel, in deren Rahmen sich Beschuldigte während zahlreicher Monate in Untersuchungshaft befanden. Die Haftkontrollen und die Entscheide betreffend Telefonüberwachungen waren im Jahr 2006 rückläufig (2006: 534; 2005: 791). Dieser Rückgang könnte bloss vorübergehenden Charakters sein, denn die Strafkammer hat allein in den ersten beiden Monaten des Jahres 2007 30 % mehr Beschwerden und Entschädigungsgesuche als in der Vergleichsperiode des Vorjahres zu verzeichnen (28.2.2007: 42; 28.2.2006: 32). Gleich verhält es sich mit den Haftkontrollen (28.2.2007: 73; 28.2.2006: 61) und den Angelegenheiten des Präsidenten der Strafkammer (Verfügungen betreffend amtliche Verteidigungen: 28.2.2007: 62; 28.2.2006: 39).

Der Rückgang der bei der Strafkammer und insbesondere bei deren Präsidenten einregistrierten Angelegenheiten vermag auch zu erklären, weshalb die Gesamtzahl der beim Kantonsgericht einregistrierten Angelegenheiten im Jahr 2006 zurückgegangen ist (2006: 1670; 2005: 1955). In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass sich die Arbeitslast nicht allein an der Anzahl der Angelegenheiten messen lässt. Es ist auch die Komplexität bestimmter Fälle zu berücksichtigen, deren Behandlung einen grossen Teil der Zeit sowohl des Bericht erstattenden Richters als auch der anderen Richter der Abteilung in Anspruch nimmt, welche nach gewissenhaftem Aktenstudium ihre Stellungnahme abzugeben haben.

Es erscheint aufschlussreich, für die von den vier grössten Abteilungen im Jahr 2006 abgeurteilten Angelegenheiten die Zeit anzugeben, die zwischen der Einregistrierung und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichen ist:

	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	3	9	17	36	23	3
II. Zivilappellationshof	47	89	22	15	1	0
Strafappellationshof	5	14	29	36	30	3
Strafkammer	80	55	37	39	5	3

Die im Rechenschaftsbericht für das Jahr 2005 angebrachten Bemerkungen behalten ihre Gültigkeit. So hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, beschleunigten, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft, ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden können, wenn beide Parteien den geforderten Kostenvorschuss geleistet haben (sie verfügen dafür über eine Frist von 30 Tagen, die je zweimal im gleichen Umfang verlängert werden kann!). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG, oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Schliesslich darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die nötigen Abklärungen und rechtlichen Vertiefungen, von der sich das Gerichtswesen leiten lassen sollte, in den Hintergrund gedrängt werden. Es bleibt anzufügen, dass in den vier grössten Abteilungen des Kantonsgerichts 533 der insgesamt 601 Angelegenheiten (d. h. 89 % der Fälle, gegenüber 93 % im Jahr 2005, 93 % im Jahr 2004 und 92 % im Jahr 2003)



innert Jahresfrist nach ihrer Einregistrierung abgeurteilt werden konnten. Aufgrund der Arbeitsüberlastung hat die Erledigung einer grossen Anzahl von Angelegenheiten innert Jahresfrist die Verlängerung von komplexen Verfahren zur Folge gehabt.

Auf die Mitarbeit der Ersatzrichter – deren Verfügbarkeit aufgrund ihrer hauptberuflichen Tätigkeit eingeschränkt ist – wurde insbesondere in jenen Fällen zurückgegriffen, in denen sich die Kantonsrichter im Ausstand befanden, sowie in Strafsachen aufgrund der Anforderungen des Bundesgesetzes über die Hilfe an Opfer von Straftaten (OHG) und der Arbeitslast des Strafappellationshofs. Einzig in neun Angelegenheiten wurden die Akten einem Ersatzrichter zur Berichterstattung übermittelt; in drei dieser Angelegenheiten wurde eine Abteilung ausschliesslich aus Ersatzrichtern gebildet, weil sich sämtliche Kantonsrichter im Ausstand befanden.

Was den Ausstand der Mitglieder jener Behörden betrifft, die der Aufsicht des Kantonsgerichts unterstehen, sei auf den statistischen Teil verwiesen (Bst. A Ziff. 9).

### **b) Aufsicht über die Gerichtsbehörden**

**aa)** Das Kantonsgericht hat zwei gegen einen Gerichtspräsidenten und je eine gegen einen Untersuchungsrichter und einen Friedensrichter gerichtete Beschwerden ohne Folge klassiert.

**bb)** Was die beim „Bezirkgericht der Saane aufgefundenen, formell nie abgeschlossenen Strafverfahren“ betrifft, hat das Kantonsgericht mit Entscheid vom 17. Januar 2006 festgestellt, dass in sämtlichen dieser Fälle die Verfolgungsverjährung eingetreten ist (vgl. dazu den Rechenschaftsbericht 2005, S. 32 f.).

Die Justizkommission des Grossen Rates hat in dieser Angelegenheit am 9. Juni bzw. 6. Juli 2006 beim Untersuchungsrichter Strafanzeige eingereicht. Da alle Untersuchungsrichter in den Ausstand traten, hat das Kantonsgericht am 21. August 2006 Gérard Piquerez, Richter am Kantonsgericht des Kantons Jura, als ausserordentlichen Untersuchungsrichter ernannt und mit der Behandlung der Strafanzeige beauftragt. Mit Verfügung vom 30. November 2006 hat es Richter Piquerez abgelehnt, das Strafverfahren gegen Pierre-Emmanuel Esseiva an die Hand zu nehmen. Er erwog, dass der einzige allenfalls in Frage kommende Tatbestand, nämlich jener der Begünstigung (Art. 305 StGB), in allen in Frage stehenden Verfahren seit mehreren Jahren verjährt ist. Das Kantonsgericht war in seinem Entscheid vom 21. August 2006 zum gleichen Schluss gelangt.

## **2.2. Jährliche Inspektionen des Kantonsgerichts**

Dem gesetzlichen Auftrag nachkommend (Art. 97 Abs. 2 GOG) hat das Kantonsgericht die Gerichtsschreibereien der Bezirksgerichte, der Vormundschaftskammern und Mietgerichte, jene des Untersuchungsrichteramtes und der Jugendstrafkammer sowie sämtliche Oberämter inspiziert. Weiter hat es die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung sowie jene Friedensgerichte inspiziert (Art. 7 GOV), in denen in den vergangenen zwölf Monaten ein neuer Friedensrichter oder Gerichtsschreiber sein Amt angetreten hat, sowie eine weitere Anzahl Friedensgerichte, einem vor einigen Jahren eingeführten Vierjahresrhythmus folgend. Schliesslich hat das Kantonsgericht auch das Kantonale Konkursamt und alle Betreibungsämter (Art. 14 SchKG und Art. 13 EGSchKG) inspiziert. Insgesamt wurden im Jahr 2006 33 Inspektionen, verteilt auf 19 Tage, durchgeführt.

Das Kantonsgericht hat seine Plenarsitzung vom 1. Dezember 2006 der Überprüfung der Inspektionsberichte gewidmet.

## **2.3. Personal**

Beim Personal der Gerichtsschreiberei sind keine Änderungen zu verzeichnen.

Guerric Riedi und Cendrine Salchli, beide lic. iur., haben einen Teil ihres Anwaltspraktikums als Gerichtsschreiber absolviert.

## **2.4. Informatik**

Die Informatik verbessert die Verwaltung des Justizwesens und erlaubt es, zumindest in statistischer Hinsicht, die Arbeitslast der Magistratspersonen zu erfassen.

**a)** Die Arbeiten, die zu einer Harmonisierung in der Anwendung des informatisierten Aktenverwaltungssystems Tribuna sowie zu einer Rationalisierung der Arbeitsmethoden führen sollen (Rechenschaftsbericht 2004, S. 33), sind im Jahr 2006 fortgeführt worden. Nach dem Abschluss des ersten Teil der Arbeiten, "Harmonisierung der Codes", im Jahr 2005 war dieses Jahr insbesondere den Themen informatisierte

Gerichts-urkunden, Statistiken in Zivilsachen und verschiedenen Punkten im Zusammenhang mit dem neuen Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches gewidmet. Die Arbeiten werden 2007 weitergeführt.

**b)** Bevor sie ihre eigenen Internetseiten in das neue Content Management System (CMS) integrieren werden, welches vom Staatsrat für seine Internetseiten verabschiedet worden ist, werden das Kantonsgericht und das Verwaltungsgericht ein Internetportal für die Freiburger Justiz erarbeiten.

### 3. Die Bezirksgerichte

#### a) Allgemeines

Die Anzahl der bei den Bezirksgerichten anhängig gemachten Zivilsachen (2005: 719; 2006: 767) sowie jene der bei den Zivilgerichtspräsidenten einregistrierten Fälle (2005: 8128; 2006: 7888) bewegt sich auf dem Niveau des Vorjahres. Die Anzahl der Eheschutzverfahren, welche seit 1998 im Zunehmen begriffen sind, ist dieses Jahr leicht zurückgegangen (1998: 54; 1999: 70; 2000: 84; 2001: 142; 2002: 191; 2003: 236; 2004: 277; 2005: 298; 2006: 264).

Die Anzahl der in die Zuständigkeit der Strafgerichte (2005: 229; 2006: 232) und des Polizeirichters (2005: 1129; 2006: 1154) fallenden Angelegenheiten ist ebenso hoch wie bisher.

#### b) Zwischen der Einregistrierung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

Urteilender Richter	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Strafgericht	7	61	67	34	19	10	<b>198</b>
Polizeirichter	72	636	239	130	45	9	<b>1131</b>

Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Familienrecht	8	94	81	84	76	29	<b>372</b>
Klagen aus Vertrag	4	14	21	28	10	7	<b>84</b>

Präsident Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	3	61	267	196	34	3	<b>564</b>
Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung	34	103	68	29	6	5	<b>245</b>
Vermögensrechtliche Streitigkeiten (Art. 139 GOG)	8	165	89	43	12	14	<b>331</b>
Rechtsöffnung	444	2641	113	2	0	0	<b>3200</b>

Gewerbegerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Präsident	13	77	40	14	16	2	<b>162</b>
Kammer	9	55	33	24	21	10	<b>152</b>

Wir verweisen auf die Bemerkungen, die im Zusammenhang mit den vom Kantonsgericht abgeurteilten Angelegenheiten angebracht wurden (Ziff. 2.1 Bst. a hievor). Aus der Tabelle ergibt sich insbesondere, dass 95 % der in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallenden Angelegenheiten und 85 % der in die Zuständigkeit des Strafgerichts fallenden Angelegenheiten innert eines Jahres nach ihrer Einregistrierung abgeurteilt werden. In Zivilsachen werden 72 % der Angelegenheiten aus dem Bereich des Familienrechts, welche in die Zuständigkeit

des Gerichts fallen, 95 % der Eheschutzmassnahmen und 92 % der vermögensrechtlichen Streitigkeiten, welche in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, innert eines Jahres erledigt.

### **c) Bezirksgericht der Saane**

Die Gerichtspräsidenten heben hervor, dass früher einfache Zivilverfahren zunehmend komplexer werden. Dies betrifft insbesondere die Bereiche Familienrecht, Arbeits- und Mietrecht und ist auf folgende Gründe zurückzuführen: In Eheschutzverfahren vervielfachen sich die Verfahrenshandlungen (vorsorgliche Massnahmen, Abänderungen der-selben, dringliche vorsorgliche Massnahmen, Beschwerden usw.), und das Verhalten der Parteien erschwert eine einvernehmliche Lösung oder verunmöglicht sie gar; im Übrigen wird dauernd Dringlichkeit geltend gemacht. Die Regelung des Besuchsrechts wird zunehmend schwieriger und zieht die Anhörung der Kinder und zahlreicher Intervenienten (Jugendamt, Psychologen, Kinderpsychiater usw.) nach sich. Nicht anwaltlich verbeiständete Parteien reichen Aktenstücke ungeordnet oder gar nicht ein und erheben während des ganzen Verfahrens dauernd neue Vorbringen. Dies führt zu einer Verlängerung der Verhandlungen und Verfahren.

Die Strafgerichtspräsidenten betonen, dass die ständige Zunahme der Anzahl und des Umfangs der Angelegenheiten nahe legt, die dem Untersuchungsrichteramt abgetretene Gerichtsschreiberstelle zurück-zuerhalten.

Die Gerichtspräsidenten sind der Ansicht, dass eine Neueinschätzung der Funktionsklasse der Gerichtsschreiber vorzunehmen ist. Diese sind mehrheitlich Inhaber des Anwaltpatentes und erstellen häufig Berichte. Das Kantonsgericht unterstützt diese berechnete Forderung.

### **d) Bezirksgericht Greyerz**

Das Wahlkollegium hat am 21. Februar 2006 Claudia Dey Gremaud als Gerichtspräsidentin gewählt. Sie hat ihr Amt am 1. Mai 2006 angetreten. Nach einem Schwangerschaftsurlaub von vier Monaten übt sie nun eines der beiden Gerichtspräsidi aus, dies zusammen mit Gerichtspräsident Sansonnens, der sein Arbeitspensum auf 50 % reduziert hat (Jobsharing).

Aufgrund der hohen Arbeitslast ist dem Gericht die Stelle eines zusätzlichen Gerichtsschreibers in Teilzeitanstellung bewilligt worden.

### **e) Bezirksgericht des Sees**

Der Gerichtspräsident weist darauf hin, dass die Einsprachen gegen Strafbefehle zugenommen haben. Er bedauert, dass sich die Last der Ermittlung des Sachverhalts immer stärker von der Untersuchung hin zum Gerichtsverfahren verlagert.

Gemäss Gerichtspräsident bewegt sich die Arbeitslast an der Grenze des Zumutbaren oder hat diese Grenze bereits überschritten. Eine längere Abwesenheit würde genügen, um nur schwer aufholbare Rückstände entstehen zu lassen.

Die Vizepräsidentin nimmt die Anhörungen der Kinder im Scheidungsverfahren vor. Der Gerichtspräsident hebt das Feingefühl und die Empathie hervor, mit denen die Vizepräsidentin ihre Aufgabe erfüllt.

### **f) Bezirksgericht der Broye**

Als Nachfolger des zurückgetretenen Jean-Luc Baechler hat das Wahlkollegium am 17. Januar 2006 Jean-Benoît Meuwly, bisher Chefgerichtsschreiber des Verwaltungsgerichts, gewählt. Jean-Benoît Meuwly hat sein Amt am 1. März 2006 angetreten.

In Anbetracht der hohen Arbeitslast dieses Gerichts prüft das Kantonsgericht in Zusammenarbeit mit dem für die Justizdirektion zuständigen Staatsrat die Möglichkeit, für das Jahr 2007 einen Gerichtspräsidenten in Teilzeitanstellung zu ernennen.

**g)** Die übrigen Bezirksgerichte, die Gewerbekammern, die Mietgerichte und das Wirtschaftsstrafgericht geben zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **4. Das Untersuchungsrichteramt**

In seinem Bericht hält der Präsident des Amtes fest, dass 84 % der im Jahr 2006 eröffneten Verfahren erledigt werden konnten. Während Ende 2005 227 alte – d. h. seit mehr als einem Jahr eröffnete – Untersuchungen hängig

waren, belief sich deren Anzahl per Ende 2006 auf 141, wovon 1 Untersuchung – die älteste – im Jahr 2001 eröffnet worden war.

Beim Untersuchungsrichteramt wurden im Jahr 2006 19'410 Angelegenheiten anhängig gemacht, was im Vergleich zum Jahr 2005 (18'896) einer Zunahme um 2,7 % entspricht. Die Anzahl der hängigen Angelegenheiten hat sich von 2875 per Ende 2005 auf 1842 per Ende 2006 verringert. Die Untersuchungsrichter haben 508 Nichtanhand-nahmeverfügungen (2005: 449), 6687 Nichtweiterverfolgungsverfügungen betreffend nicht identifizierte Täter (2005: 6740), 256 Nichtweiter-verfolgungsverfügungen betreffend identifizierte Täter (2005: 311), 622 Einstellungsverfügungen (2005: 554), 337 Überweisungsverfügungen an den Strafrichter (2005: 335) und 9090 Strafbefehle (2005: 7878) erlassen, wovon 532 mit Einsprache angefochten wurden (2005: 492). Weiter haben sie 2559 Bussenumwandlungen vorgenommen (2005: 2748) und 104 Rechtshilfebegehren aus dem In- und Ausland ausgeführt (2005: 112). Zudem haben sie in 268 Fällen Untersuchungshaft angeordnet (2005: 326); dies entspricht gesamthaft 12'700 Hafttagen (2005: 20'772).

Der bedeutende Rückgang der Anzahl Untersuchungshäftlinge und insbesondere der Anzahl Hafttage erklärt sich durch den Abschluss von Untersuchungen über umfangreichen Betäubungsmittelhandel, in deren Rahmen sich Beschuldigte während zahlreicher Monate in Untersuchungshaft befanden.

Im Durchschnitt ist jeder Richter ständig mit 260 Angelegenheiten befasst, welche zum Teil allerdings relativ einfache Sachverhalte betreffen (z. B. Übertretungen des Bundesgesetzes über den Transport im öffentlichen Verkehr). Zudem leistet jeder Richter sieben Wochen im Jahr Bereitschaftsdienst und übernimmt zusätzlich einen subsidiären Bereit-schaftsdienst von gleicher Dauer.

Um der zunehmenden Arbeitslast des Amtes zu begegnen, welche insbesondere auf die Revision des Allgemeinen Teils des Strafgesetzbuches zurückzuführen ist, wurden dem Amt für 2007 vier zusätzliche Stellen bewilligt: ein zehnter Untersuchungsrichter, ein Gerichtsschreiber, eine Sekretärin sowie ein Buchhaltungssekretär. Das Wahlkollegium hat am 30. Januar 2007 Philippe Barboni, bisher Adjunkt des Kommandanten der Kantonspolizei, als Untersuchungsrichter gewählt.

## 5. Der Haftrichter

Am 30. Januar 2007 hat das Wahlkollegium Liliane Hauser anstelle des zurückgetretenen Guy Krayenbühl als Haftrichterin gewählt.

## 6. Die Friedensgerichte und die Führung der Vormundschaft

**a)** Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts übt die Oberaufsicht aus über die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte (Art. 7 GOV); diesen obliegt die Aufsicht über die Verwaltung des Vormundschaftswesens in ihrem Bezirk (Art. 4 GOV). Das Kantonsgericht hat im Saanebezirk die Friedensgerichte des 4. Kreises in Freiburg und des 5. Kreises in Le Mouret, im Sensebezirk das Friedensgericht des 2. Kreises in Tafers, im Greyerzbezirk die Friedensgerichte des 2. Kreises in Charmey, des 3. Kreises in Bulle und des 4. Kreises in Vuippens sowie im Seebezirk die Friedensgerichte des 2. Kreises in Murten und des 3. Kreises in Kerzers inspiziert.

Diese Inspektionen haben dem Kantonsgericht erlaubt festzustellen, dass die Friedensgerichte gut geführt sind. Soweit dies notwendig war, hat das Kantonsgericht Anweisungen erteilt. Es hat insbesondere bestimmten Friedensgerichten in Erinnerung gerufen, dass über den laufenden Unterhalt des Mündels hinaus Verfügungen über das Mündelvermögen nur mit Kollektivunterschrift zu zweien (Vormund und Mitglied der Vormundschaftsbehörde) vorgenommen werden dürfen.

**b)** Die im Jahresbericht 2005 (S. 41) erwähnten Spannungen im Friedensgericht des 5. Kreises des Saanebezirks in Le Mouret konnte durch den Abgang der betroffenen Amtsvormundin und den der Friedensgerichtsschreiberin erteilten Verweis gelöst werden. Der Friedensrichter, die Vormundschaftskammer des Bezirksgerichts und das Kantonsgericht haben dem Friedensgericht die für das reibungslose Funktionieren des Gerichts notwendigen Anweisungen erteilt und überwachen deren Um-setzung.

**c)** Der Grosse Rat hat am 6. September 2006 die Neuorganisation der Friedensgerichte verabschiedet. Die Anzahl der Friedensgerichtskreise wird per 1. Januar 2008 von 29 auf 7 reduziert. Die Umsetzungsarbeiten sind im Gang.

**d)** 35 Mandatsträger und 24 Mitglieder der Vormundschaftsbehörden haben an der vom Kantonsgericht, der Konferenz der Friedensgerichte, der Sicherheits- und Justizdirektion sowie Vertretern der Vormunde in Zusammenarbeit mit der Freiburger Hochschule für Soziale Arbeit organisierten Ausbildungstagung teilgenommen

(vgl. Rechenschaftsbericht 2005, S. 41). Weitere solche Tagungen, welche sich insbesondere an Interessierte deutscher Sprache richten werden, sollen im Jahr 2007 durchgeführt werden.

e) Eine Abordnung des Vorstandes der Konferenz der Friedensgerichte hat sich mit dem für die Justiz- und Sicherheitsdirektion zuständigen Staatsrat getroffen und mit ihm über die Neuorganisation der Friedensgerichte gesprochen.

Der Chef der Jugendbrigade der Kriminalpolizei hat die Aktivitäten seiner Brigade den Mitgliedern des Vorstandes der Konferenz der Friedensgerichte vorgestellt.

Der kantonalen Aufsichtsbehörde ist daran gelegen, erneut die Bedeutung und die gute Arbeit der Konferenz der Friedensgerichte hervorzuheben.

## **7. Die fürsorgerische Freiheitsentziehung**

a) Gemäss dem Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFEG) übt die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts die Oberaufsicht über die Aufsichtskommission aus (Art. 7 GOV); diese übt die allgemeine Aufsicht über die angeordneten Einweisungen und Massnahmen aus und nimmt die gerichtliche Beurteilung in erster Instanz vor (Art. 16 und 18 FFEG). Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat am 7. Juni und 6. Dezember 2006 sowie am 11. Januar 2007 eine Inspektion der Aufsichtskommission vorgenommen. Im Jahr 2006 wurden 487 fürsorgerische Freiheitsentziehungen angeordnet. Die Kommission hat in 76 Fällen eine gerichtliche Beurteilung vorgenommen. Eine Kopie dieser Entscheide wird ordnungsgemäss dem Präsidenten der Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts übermittelt.

b) Mit der Wahl von Dr. Sybille Isabella Castella Beer als Beisitzerin mit Wirkung ab dem 1. März 2006 anstelle des im Juni 2005 zurückgetretenen Dr. Jean-Marc Perron ist die Kommission wieder voll-ständig.

c) Die Kommission verlangt von den Anstalten, in denen die Personen untergebracht sind, alle drei Monate einen Bericht. Ebenfalls überprüft sie den weiteren Verlauf der dringlichen Einweisungen in ausserkantonale Anstalten.

d) Die Kommission hat am 28. September 2006 das Heim Tannenhof inspiziert.

## **8. Die Jugendstrafkammer**

a) Im Jahr 2006 wurden 2199 Angelegenheiten anhängig gemacht (2005: 2139)

b) Die Jugendstrafrichter haben 79 Angelegenheiten, welche 153 Minderjährige betrafen, dem Büro für Mediation in Jugendstrafsachen überwiesen. Dieses besteht aus drei Mediatoren, die sich anderthalb Arbeitsstellen teilen. 54 Verfahren haben zu einer Vereinbarung geführt. In 13 Angelegenheiten ist das Mediationsverfahren gescheitert. 40 Verfahren waren Ende 2006 hängig.

c) Die Statistik gibt die Zunahme der Gewalt nur teilweise wieder, da die Mehrzahl der wegen Widerhandlungen gegen die körperliche Integrität, die Ehre, die Freiheit und die öffentliche Gewalt eröffneten Strafverfahren mittels einer im Schlichtungs- oder Mediationsverfahren getroffenen Vereinbarung abgeschlossen werden.

Die Gewaltakte sind indes im Zunehmen begriffen, und die Opfer bringen die von ihnen erlittenen körperlichen oder verbalen Übergriffe zusehends häufiger zur Anzeige. Neu und unhaltbar ist für den Präsidenten der Jugendstrafkammer, mit welcher extremen Gewalt andern Schläge ausgeteilt werden. Die mit Schlagstöcken, Flaschen – die manchmal vor dem Angriff absichtlich zerschlagen werden –, Schlagringen und sogar Messern bewaffneten Jugendlichen schlagen mit einem Hass und einer Brutalität zu, die aussergewöhnlich sind. Nicht selten lassen sie auch dann nicht von ihren Opfern ab, wenn diese bereits am Boden liegen, und scheren sich nicht um die manchmal fürchterlichen Konsequenzen. Die Fotos verunstalteter Gesichter sprechen hier eine beredte Sprache und sorgen zu Recht für Beunruhigung.

Das neue Jugendstrafrecht, welches die erzieherische Komponente zwar nach wie vor in den Vordergrund stellt, ist etwas strenger als das alte; insbesondere wurde die Höchstfreiheitsstrafe für 16-18-Jährige vervierfacht; diese sind oft Urheber besonders verabscheuenswürdigere Verbrechen wie z. B. schwere Körperverletzung. Allerdings müssen die vom Richter verhängten Massnahmen und Strafen auch vollstreckt werden können. Der Präsident – und mit ihm das Kantonsgericht – bedauert, dass die Anzahl geschlossener Anstalten, in denen bestimmten Wiederholungsstätern (Jungen und Mädchen) ein klarer Rahmen geboten werden kann, ungenügend ist, dass die bestehenden Erziehungsheime voll sind und Wartelisten führen, und dass in der Westschweiz keine

Anstalt existiert, welche in der Lage ist, Jugendliche aufzunehmen, denen die Freiheit für längere Zeit entzogen worden ist.

## **9. Das Konkursamt und die Betreibungsämter**

### **a) Das Konkursamt**

Der Vorsteher hat die Arbeit des Amtes neu organisiert, indem er bei der Aufteilung der Konkursdossiers auf die einzelnen Sachbearbeiter einen neuen Verteilungsschlüssel eingeführt hat. Dadurch ist das Amt effizienter geworden.

Die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer hat sich ablehnend gegenüber einem Gesuch der Vorsteher der Betreibungs- und Konkursämter im Kanton geäußert, mit dem diese den Ämtern ermöglichen wollten, "online" auf die Daten der anderen Ämter zurück-zugreifen.

Gemäss Art. 55 VVG in der seit dem 1. Januar 2006 in Kraft stehenden Fassung endet der Versicherungsvertrag mit der Konkursöffnung, auch wenn diese dem Konkursamt noch nicht mitgeteilt worden ist. Nun führen aber bestimmte Konkursiten – bzw. deren Firmen – ihre Geschäfte trotz eröffnetem Konkurs weiter, dies bevor das Konkursamt einschreiten kann. Um diesem Problem zu begegnen, hat der Vorsteher eine für alle Konkursmassen global geltende Versicherungsdeckung ausgehandelt. Die mit dem Versicherer ausgehandelten Prämien sollen die Konkursmassen zusammen bezahlen. Ein entsprechender Vertrag wird vom Staat nächstens abgeschlossen.

Der Vorsteher hat sich bezüglich der Erhebung einer ausserordentlichen Gebühr in einigen vom Amt verwalteten umfangreichen Dossiers an die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer gewandt.

Das Konkursverfahren ist innert der gesetzlichen Frist von einem Jahr durchzuführen; diese Frist kann von der Aufsichtsbehörde nötigenfalls verlängert werden. Die Kammer hat den Vorsteher eingeladen, diese Verlängerung systematisch zu beantragen, wenn das Konkursverfahren nicht innert Jahresfrist abgeschlossen werden kann.

### **b) Die Betreibungsämter**

Das neue informatisierte Betreibungsverwaltungssystem (Themis) ist in den Ämtern eingeführt worden. Nach einer Anpassungsphase funktioniert es nun zur allgemeinen Zufriedenheit und stösst auch bei anderen Kantonen auf Interesse.

Der Bund arbeitet an einem Projekt e-SchKG betreffend den elektronischen Datenaustausch zwischen den Gläubigern und den Betreibungsämtern. Das Betreibungsamt des Saanebezirks ist Pilotamt.

Die Geschäftsführung der Betreibungsämter im Kanton gibt zu keinen weiteren Bemerkungen Anlass.

Die Entwicklung der Betreibungen und Konkurse im Kanton kann dem statistischen Teil entnommen werden.

\*\*\*\*\*

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freiburg, 13. März 2007

Der Gerichtsschreiber

**Henri ANGELOZ**

Der Präsident

**Pierre KAESER**

# PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

---

## A. Tribunal cantonal *Kantonsgericht*

### 1. I<sup>e</sup> Cour d'appel civil *I. Zivilappellationshof*

En 2006, 84 recours ont été interjetés, dont 15 en allemand (2005: 75; 2004: 86; 2003: 108; 2002: 60). La Cour a rendu 91 arrêts (2005: 73; 2004: 97; 2003: 83; 2002: 63).

*2006 wurden 84 Berufungen eingereicht, davon 15 auf französisch (2005: 75; 2004: 86; 2003: 108; 2002: 60). Der I. Zivilappellationshof hat 91 Entscheide gefällt (2005: 73; 2004: 97; 2003: 83; 2002: 63).*

Au 31 décembre 2006, 56 causes étaient pendantes. Elles dataient de 2003 (1), 2004 (1), 2005 (3), 2006 (51).

*Am 31. Dezember 2006 waren 56 Angelegenheiten hängig. Sie stammen aus den Jahren 2003 (1), 2004 (1), 2005 (3), 2006 (51).*

#### Récapitulation / Zusammenfassung

Recours reportés de 2005 à 2006 / <i>Von 2005 auf 2006 übertragene Berufungen</i>	63
Recours déposés en 2006 / <i>2006 eingereichte Berufungen</i>	84
Recours liquidés en 2006 / <i>2006 erledigte Berufungen</i>	91
Recours reportés en 2007 / <i>auf 2007 übertragene Berufungen</i>	56
<b>Total</b>	<b>147 147</b>

Le sort suivant a été réservé aux recours:

*Die Berufungen nahmen folgenden Ausgang:*

Admis / <i>Gutheissung</i>	13
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	17
Rejetés / <i>Abweisung</i>	44
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	8
Retirés / <i>Rückzug</i>	1
Transaction / <i>Vergleich</i>	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	3
<b>Total</b>	<b>91</b>

**Nature des affaires / Rechtsgebiete**

Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>		1
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>		53
dont divorces / <i>davon Ehescheidungen</i>	29	
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>		0
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>		5
Droits réels / <i>Sachenrecht</i>		5
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>		24
Divers / <i>Verschiedenes</i>		3
<b>Total</b>		<hr/> <b>91</b>

**Par arrondissements / Nach Bezirken**

Sarine / <i>Saane</i>		32
Singine / <i>Sense</i>		10
Gruyère / <i>Greyerz</i>		18
Lac / <i>See</i>		6
Glâne / <i>Glane</i>		5
Broye / <i>Broye</i>		9
Veveyse / <i>Vivisbach</i>		11
<b>Total</b>		<hr/> <b>91</b>



## 2. II<sup>e</sup> Cour d'appel civil II. Zivilappellationshof

En 2006, 192 causes ont été inscrites au rôle, dont 39 en allemand (2005: 174; 2004: 196; 2003: 153; 2002: 138), dont 184 recours, 6 actions et 2 causes relevant du droit de l'arbitrage.

*2006 wurden 192 Angelegenheiten anhängig gemacht, davon 153 auf Französisch (2005: 174; 2004: 196; 2003: 153; 2002: 138), davon 184 Berufungen, 6 Klagen und 2 Angelegenheiten aus dem Bereich des Schiedsgerichtsbarkeitsrechts.*

La Cour ou son président ont rendu 174 arrêts (2005: 181; 2004: 189; 2003: 146; 2002: 130).

*Der II. Zivilappellationshof oder sein Präsident haben 174 Entscheide gefällt (2005: 181; 2004: 189; 2003: 146; 2002: 130).*

Au 31 décembre 2006, 64 causes étaient pendantes. Elles dataient de 2003 (1), 2005 (7) et 2006 (56).

*Am 31. Dezember 2006 waren 64 Angelegenheiten hängig. Sie stammen aus den Jahren 2003 (1), 2005 (7) et 2006 (56) .*

### Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2005 à 2006 / <i>Von 2005 auf 2006 übertragene Verfahren</i>	46
Causes introduites en 2006 / <i>2006 eingereichte Verfahren</i>	192
Causes liquidées en 2006 / <i>2006 erledigte Verfahren</i>	174
Causes reportées en 2007 / <i>auf 2007 übertragene Verfahren</i>	64
<b>Total</b>	<b>238 238</b>

### Autorité de recours / Berufungsinstanz

La Cour s'est prononcée sur 167 recours en appel qui ont reçu le sort suivant :

*Der II. Zivilappellationshof hat 167 Berufungen behandelt, welche folgenden Ausgang nahmen:*

Admis / <i>Gutheissung</i>	55
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	8
Constatation de la nullité / <i>Feststellung der Nichtigkeit</i>	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	63
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	36
Retirés / <i>Rückzug</i>	4
Transaction / <i>Vergleich</i>	0
<b>Total</b>	<b>167</b>

### **Nature des affaires / Rechtsgebiete**

Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>		39
Prud'hommes / <i>Gewerbegerichtsbarkeit</i>		29
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>		7
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>		87
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	42	
mainlevées / <i>Rechtsöffnungen</i>	39	
Divers / <i>Verschiedenes</i>		5
<b>Total</b>		<hr/> <b>167</b>

### **Par arrondissements / Nach Bezirken**

Sarine / <i>Saane</i>		69
Singine / <i>Sense</i>		15
Gruyère / <i>Greyerz</i>		33
Lac / <i>See</i>		22
Glâne / <i>Glane</i>		11
Broye / <i>Broye</i>		13
Veveyse / <i>Vivisbach</i>		4
<b>Total</b>		<hr/> <b>167</b>

### **Instance unique / Einzige Instanz**

La Cour a rendu 7 arrêts / *Der II. Zivilappellationshof hat 7 Entscheide gefällt.*

### **Divers / Verschiedenes**

La Cour a statué sur deux recours en nullité contre une sentence arbitrale.

*Der II. Zivilappellationshof hat zwei gegen einen Schiedsspruch gerichtete Nichtigkeitsbeschwerden behandelt.*

### 3. Chambres des poursuites et faillites *Schuldbetreibungs- und Konkurskammer*

En 2006, 93 causes ont été introduites, dont 26 en allemand (2005: 91; 2004: 108; 2003: 89; 2002: 115).

*2006 wurden 93 Verfahren eingeleitet, davon 26 auf Französisch (2005: 91; 2004: 108; 2003: 89; 2002: 115).*

La Chambre a rendu 85 décisions (2005: 91; 2004: 107; 2003: 94; 2002: 115).

*Die Kammer hat 85 Entscheide gefällt (2005: 91; 2004: 107; 2003: 94; 2002: 115).*

#### Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2005 à 2006 / <i>Von 2005 auf 2006 übertragene Verfahren</i>	9
Causes introduites en 2006 / <i>2006 eingereichte Verfahren</i>	93
Causes liquidées en 2006, dont 68 plaintes / <i>2006 erledigte Verfahren, davon 68 Beschwerden</i>	85
Causes reportées en 2007 / <i>auf 2007 übertragene Verfahren</i>	17
<b>Total</b>	<hr style="width: 100%; border: 0; border-top: 1px solid black; margin-bottom: 5px;"/> 102 102

Les plaintes liquidées l'ont été de la manière suivante :

*Die erledigten Beschwerden nahmen folgenden Ausgang:*

Admises / <i>Gutheissung</i>	10
Partiellement admises / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2
Rejetées / <i>Abweisung</i>	29
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	12
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	10
Retirées / <i>Rückzug</i>	5
<b>Total</b>	<hr style="width: 100%; border: 0; border-top: 1px solid black; margin-bottom: 5px;"/> 68

Temps écoulé entre le dépôt de la plainte et l'arrêt de la Chambre:

*Zeitraum zwischen Eingang der Beschwerde und Entscheid der Kammer:*

1 à 15 jours	<i>1 bis 15 Tage</i>	14
15 jours à 1 mois	<i>15 Tage bis 1 Monat</i>	22
1 à 2 mois	<i>1 bis 2 Monate</i>	22
Plus de 2 mois	<i>mehr als 2 Monate</i>	10
<b>Total</b>		<hr style="width: 100%; border: 0; border-top: 1px solid black; margin-bottom: 5px;"/> 68

Les 68 plaintes liquidées étaient dirigées contre des décisions rendues par :

Die 68 erledigten Beschwerden richteten sich gegen Entscheide von:

Offices des poursuites	<i>Betreibungsämter</i>	64
Office des faillites	<i>Konkursamt</i>	4
Administration spéciale de la faillite	<i>Ausseramtliche Konkursverwaltung</i>	0
<b>Total</b>		<b>68</b>

Elles se répartissent ainsi :

Sie teilen sich wie folgt auf:

### 1. Poursuites / *Betreibungen*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Admises <i>Gutheissung</i>	Partiellement admises <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetées <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nicht- eintreten</i>	Sans objet <i>Gegen- standslos</i>	Retirées <i>Rückzug</i>	Total <i>Total</i>
Sarine / <i>Saane</i>	4	2	11	3	6	4	30
Singine / <i>Sense</i>	3	0	13	6	1	0	23
Gruyère / <i>Greyerz</i>	0	0	0	1	1	1	3
Lac / <i>See</i>	0	0	3	0	1	0	4
Glâne / <i>Glane</i>	0	0	0	1	0	0	1
Broye / <i>Broye</i>	1	0	1	1	0	0	3
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	0	0	0	0	0	0	0
Total / <i>Total</i>	8	2	28	12	9	5	64

### 2. Faillites / *Konkurse*

Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	2	0	1	0	1	0	4
Administration spéciale de la faillite <i>Ausseramtliche Konkurs- verwaltung</i>	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total général <i>Gesamttotal</i></b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>29</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>68</b>

En outre, la Chambre a traité 6 requêtes de restitution de délai (art. 33 al. 4 LP).

*Weiter hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer über 6 Gesuche um Wiederherstellung der Frist (Art. 33 Abs. 4 SchKG) entschieden.*

Elle s'est prononcée sur 1 demande de nouvelle estimation (art. 9 al. 2 ORFI).

*Sie hat über 1 Gesuch um neue Schätzung (Art. 9 Abs. 2 VZG) entschieden.*

Enfin, dans 2 faillites, elle a fixé la rémunération de l'administration spéciale.

Schliesslich hat sie in 2 Konkursverfahren die Entschädigung der ausseramtlichen Konkursverwaltung festgesetzt.

## Statistiques des poursuites et des faillites dans le canton en 2006 / Statistik der Schuldbetreibungs- und Konkursachen im Kanton für 2006

### Poursuites / Betreibungen

90'500 poursuites ont été introduites en 2006 (2005: 91'138; 2004: 93'336; 2003: 87'755; 2002: 77'250).

Im Jahre 2006 wurden 90'500 Betreibungen eingeleitet (2005: 91'138; 2004: 93'336; 2003: 87'755; 2002: 77'250).

Elles se répartissent ainsi :

Sie teilen sich wie folgt auf:

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Commandements de payer <i>Zahlungsbefehle</i>	38'318	8'748	14'797	8'756	6'431	8'486	4'964	<b>90'500</b>
Réquisitions de continuer la poursuite <i>Begehren um Fortsetzung der Betreibung</i>	31'630	6'682	11'981	6'885	5'247	6'705	2'634	<b>71'764</b>
Réquisitions de vente <i>Verwertungsbegehren</i>	559	240	298	112	165	155	33	<b>1'562</b>
Ventes mobilières <i>Verwertungen von beweglichen Sachen</i>	6	2	4	0	0	4	0	<b>16</b>
Ventes immobilières <i>Verwertungen von Liegenschaften</i>	5	1	6	2	0	9	0	<b>23</b>
Réalisations forcées chez des agriculteurs <i>Zwangsverwertungen bei Landwirten</i>	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>70'518</b>	<b>15'673</b>	<b>27'086</b>	<b>15'755</b>	<b>11'843</b>	<b>15'359</b>	<b>7'631</b>	<b>163'865</b>

Il paraît intéressant de reproduire la statistique des poursuites engagées en 2006 dans l'arrondissement de la Sarine, ainsi que, pour ce même arrondissement, la statistique concernant l'enregistrement des pactes de réserve de propriété.

Von Interesse erscheint die Statistik 2006 der im Saanebezirk eingeleiteten Betreibungen sowie der in diesem Bezirk eingetragenen Eigentumsvorbehalte.

a) **Statistique des opérations de l'office**  
**Statistik der Handlungen des Betreibungsamtes**

	2005	2006
Poursuites engagées / <i>eingeleitete Betreibungen</i>	37'603	38'318
Réquisitions de continuer / <i>Fortsetzungsbegehren</i>	32'223	31'630
Saisies exécutées / <i>Vollzogene Pfändungen</i>	13'077	11'854
Comminations de faillite / <i>Konkursandrohungen</i>	914	673
Actes de défaut de biens définitifs / <i>Definitive Verlustscheine</i>	10'514	9'572

	2005	2006
Prises d'inventaire (loyer) / <i>Retentionsverzeichnisse (Miete)</i>	33	36
Séquestres / <i>Arrest</i>	10	18
Ventes exécutées / <i>Vollzogene Verwertungen</i>		
- mobilières - <i>bewegliche Sachen</i>	6	6
- immobilières - <i>Liegenschaften</i>	14	5
Réserves de propriété / <i>Eigentumsvorbehalte</i>	52	73
Renseignements / <i>Auskünfte</i>	23'045	24'088
Réquisitions de vente / <i>Verwertungsbegehren</i>	511	559

b) **Enregistrement des pactes de réserve de propriété**  
***Eintragung von Eigentumsvorbehalten***

	2005	2006
Mobilier de ménage / <i>Hausrat</i>	0	1
Voitures automobiles / <i>Personenwagen</i>	23	30
Motos, vélomoteurs / <i>Motorräder, Motorfahräder</i>	0	0
Camions, machines d'entreprises / <i>Lastwagen, Geschäftsmaschinen</i>	0	26
Tracteurs, machines agricoles / <i>Traktoren, Landwirtschaftliche Maschinen</i>	14	14
Radios, grammos, enregistreurs, TV / <i>Radios, Schallplatten-, Kassettengeräte, TV</i>	0	0
Machines et matériels d'agencement pour hôtel, restaurant, magasins / <i>Maschinen und Einrichtungsgegenstände für Hotels, Restaurants, Geschäfte</i>	14	0
Équipement de bureaux / <i>Büroeinrichtungen</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	2
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>73</b>

Valeur totale des montants garantis figurant sur les contrats enregistrés:

*Gesamtwert der gemäss den eingetragenen Verträgen sichergestellten Beträge:*

2006: Fr. 15'256'196.55; 2005: Fr. 20'315'624.65; 2004: Fr. 19'412'614.95; 2003: Fr. 10'038'902.30; 2002:  
Fr. 1'834'920.90; 2001: Fr.3'131'482.70.

## Faillites / Konkurse

---

374 faillites ont été prononcées en 2006 (2005: 393; 2004: 392; 2003: 359; 2002: 355).

*2006 wurden 374 Konkurse eröffnet (2005: 393; 2004: 392; 2003: 359; 2002: 355).*

421 faillites ont été liquidées.

*421 Konkurse wurden abgeschlossen.*

62 faillites antérieures à l'année 2006 ne sont pas liquidées.

62 vor 2006 eröffnete Konkurse sind noch nicht abgeschlossen.

Les faillites prononcées en 2006 se répartissent ainsi:

Die 2006 eröffneten Konkurse verteilen sich wie folgt:

Arrondissements / Bezirke

Sarine / Saane	184
Singine / Sense	35
Gruyère / Greyerz	61
Lac / See	30
Glâne / Glane	17
Broye / Broye	32
Veveyse / Vivisbach	15
<b>Total</b>	<b>374</b>

**Procédure suivie / Verfahren:**

• **Ouvertures de faillite / Konkursöffnungen**

Procédure sommaire / Summarisches Verfahren	167
Annulation / Aufhebung	16
Révocation / Widerruf	3
Suspension faute d'actif / Einstellung mangels Aktiven	188
<b>Total</b>	<b>374</b>

• **Liquidations de faillite / Konkursverfahren**

Procédure ordinaire / Ordentliches Verfahren	0
Procédure sommaire / Summarisches Verfahren	180
Suspension ultérieure faute d'actif / Spätere Einstellung mangels Aktiven	233
Révocation / Widerruf	8
<b>Total</b>	<b>421</b>

Total des pertes résultant des procédures ordinaires et sommaires:

Gesamtbetrag der Verluste in den ordentlichen und summarischen Verfahren:

2006: Fr. 97'725'043.56	2005: Fr. 72'080'849.39;
2004: Fr. 196'785'689.40;	2003: Fr. 91'283'981.96;
2002: Fr. 259'922'177.--;	2001: Fr. 205'163'914.--

## 4. Cour de modération Moderationshof

28 affaires ont été inscrites au rôle en 2006, dont 3 en allemand (2005: 26; 2004: 24; 2003: 24; 2002: 14).

2006 wurden 28 Angelegenheiten anhängig gemacht, davon 25 auf Französisch (2005: 26; 2004: 24; 2003: 24; 2002: 14).

### Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2005 à 2006 / Von 2005 auf 2006 übertragene Verfahren	8	
Causes introduites en 2006 / 2006 eingereichte Verfahren	28	
Causes liquidées en 2006 / 2006 erledigte Verfahren	28	
Causes reportées de 2006 à 2007 / Von 2006 auf 2007 übertragene Verfahren	8	
<b>Total</b>	<b>36</b>	<b>36</b>

Les 28 décisions rendues concernaient notamment :

Die 28 gefällten Entscheide betrafen insbesondere:

**Art. 14 ss du Tarif des honoraires et débours d'avocat dus à titre de dépens** (litiges de partie à partie: recours contre des ordonnances présidentielles)

**Art. 14 ff. des Tarifs der als Parteikosten in Zivilsachen geschuldeten Anwaltshonorare und -auslagen** (Streitigkeiten unter den Parteien: Rekurse gegen Präsidialverfügungen)

Admis / Gutheissung	2	
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	
Retiré / Rückzug	1	
Irrecevables / Nichteintreten	5	
<b>Total</b>	<b>10</b>	

**Art. 26 al. 3 et 28 de la loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat** (contestations avocat - client dans des affaires qui n'ont pas été portées devant le juge et recours).

**Art. 26 Abs. 3 und 28 des Gesetzes vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf** (Streitigkeiten Anwalt - Klient in Angelegenheiten, die nicht vor den Richter gebracht wurden, sowie Beschwerden)

Demandes ou recours admis / Klagen oder Beschwerden gutgeheissen	1	
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	4	
Rejetés / Abweisung	0	
Retiré / Rückzug	1	
Sans objet / Gegenstandslos	0	
<b>Total</b>	<b>6</b>	

**Art. 31bis de la loi du 20 septembre 1967 sur le notariat** (contestations notaire - client).

**Art. 31bis des Gesetzes vom 20. September 1967 über das Notariat** (Streitigkeiten Notar – Klient)

Admis / Gutheissung	0	
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	
<b>Total</b>	<b>1</b>	



**Art. 21 de la loi sur l'assistance judiciaire** (indemnité globale au défenseur d'office en matière civile - recours contre ordonnances présidentielles)

**Art. 21 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege** (Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Zivilsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen)

Admis / <i>Gutheissung</i>	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2
Retiré / <i>Rückzug</i>	0
<b>Total</b>	<hr/> <b>4</b>

**Art. 26 de la loi sur l'assistance judiciaire** (indemnité globale au défenseur d'office en matière pénale - recours contre ordonnances présidentielles)

**Art. 26 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege** (Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Strafsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen)

Admis / <i>Gutheissung</i>	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1
Rejeté / <i>Abweisung</i>	2
<b>Total</b>	<hr/> <b>4</b>

## 5. Chambre des tutelles Vormundschaftskammer

18 affaires ont été inscrites au rôle en 2006, dont 4 en allemand (2005: 10; 2004: 16; 2003: 10; 2002: 14).

*2006 wurden 18 Angelegenheiten anhängig gemacht, davon 14 auf Französisch (2005: 10; 2004: 16; 2003: 10; 2002: 14).*

La Chambre a rendu 21 décisions (2005: 10; 2004: 16; 2003: 7; 2002: 16).

*Die Vormundschaftskammer hat 21 Entscheide gefällt (2005: 10; 2004: 16; 2003: 7; 2002: 16).*

4 recours ont été admis; 1 l'a été partiellement, 7 ont été rejetés et 9 ont été déclarés irrecevables.

*4 Beschwerden wurden gutgeheissen, 1 wurde teilweise gutgeheissen, 7 wurden abgewiesen und auf 9 wurde nicht eingetreten.*

Il paraît intéressant de reproduire le récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2006 dans tout le canton, ainsi que celui desdites mesures en vigueur à fin 2006.

*Es erscheint aufschlussreich, an dieser Stelle eine Aufstellung der 2006 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen sowie die Anzahl der Ende 2006 noch bestehenden Massnahmen wiederzugeben.*

**Nombre de personnes à l'égard desquelles de nouvelles mesures de tutelle ont été ordonnées en 2006 dans le canton:**

**Zusammenfassende Darstellung der Personen, die 2006 im Kanton neu von vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren:**

A. Majeurs / Mündige	1.1. – 31.12.2006		
	♀	♂	Total
- interdiction / <i>Entmündigung</i> art. 369	30	35	65
- interdiction / <i>Entmündigung</i> art. 370	3	6	9
- interdiction / <i>Entmündigung</i> art. 371	0	1	1
- interdiction / <i>Entmündigung</i> art. 372	43	54	97
- dont placement sous autorité parentale davon <i>Unterstellung unter die elterliche Sorge</i> art. 385	10	7	17
- curatelle / <i>Beistandschaft</i> art. 392	33	35	68
- curatelle / <i>Beistandschaft</i> art. 393	19	12	31
- curatelle / <i>Beistandschaft</i> art. 392/393	5	11	16
- curatelle / <i>Beistandschaft</i> art. 394	154	163	317
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) Beiratschaft ( <i>Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte</i> ) art. 395	36	41	77
<b>B. Mineurs / Unmündige</b>			
- mesures protectrices / <i>geeignete Massnahmen</i> art. 307	26	22	48
- curatelle / <i>Beistandschaft</i> art. 308	131	152	283
- curatelle/constatation de la paternité (uniquement) <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft (ausschliesslich)</i> art. 309	6	6	12
- curatelle/constatation de la paternité et obligation d'entretien <i>Aussereheliche-Beistandschaft mit Unterhaltsregelung</i> art. 309/308	31	33	64
- retrait du droit de garde des père et mère <i>Aufhebung der elterlichen Obhut</i> art. 310	21	18	39
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle <i>Aufhebung der elterlichen Obhut und Beistandschaft</i> art. 310/308	9	9	18
- retrait de l'autorité parentale <i>Entziehung der elterlichen Gewalt</i> art. 311/312	12	5	17
- les remises nouvellement ordonnées de comptes et de rapports <i>Periodische Rechnungs- und Berichterstattung</i> art. 318	31	36	67
- mesures pour la protection des biens de l'enfant <i>geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens</i> art. 324	0	0	0

- curatelle d'administration des biens de l'enfant <i>Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens</i>	art. 325	4	3	7
- tutelle pour mineurs / <i>Vormund für Unmündige</i>	art. 368	18	25	43
- curatelle pour mineurs / <i>Beistand für Unmündige</i>	art. 392	29	31	60
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce <i>Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren</i>	art. 146/147	0	2	2
- autorité parentale conjointe <i>Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge durch die Vormundschaftsbehörden</i>	art. 298a/134	43	42	85

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2006 dans tout le canton:

Zusammenfassende Darstellung der Personen, die Ende 2006 im Kanton von rechtskräftigen vormundschaftlichen Massnahmen betroffen sind:

A. Majeurs / Mündige		1.1. – 31.12.2006		
		♀	♂	Total
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 369	240	278	518
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 370	28	65	93
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 371	1	3	4
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 372	360	478	838
- dont placement sous autorité parentale davon <i>Unterstellung unter elterliche Sorge</i>	art. 385	96	100	196
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392	45	30	75
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 393	102	88	190
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392/393	19	34	53
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 394	732	773	1505
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) <i>Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)</i>	art. 395	189	269	458
B. Mineurs / Unmündige				
- mesures protectrices / <i>geeignete Massnahmen</i>	art. 307	105	104	209
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 308	467	517	984
- curatelle/constatation de la paternité (uniquement) <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft (ausschliesslich)</i>	art. 309	1	2	3
- curatelle/constatation de la paternité et obligation d'entretien <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft und Unterhaltspflicht</i>	art. 309/308	56	47	103
- retrait du droit de garde des père et mère <i>Aufhebung der elterlichen Obhut</i>	art. 310	4	7	11
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle <i>Aufhebung der elterlichen Obhut und Beistandschaft</i>	art. 310/308	18	18	36
- retrait de l'autorité parentale / <i>Entziehung der elterlichen Gewalt</i>	art. 311/312	20	18	38
- Les remises existantes de comptes et de rapports <i>Periodische Rechnungs- und Berichterstattung</i>	art. 318	208	159	367
- mesures pour la protection des biens de l'enfant / <i>geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens</i>	art. 324	3	2	5
- curatelle d'administration des biens de l'enfant / <i>Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens</i>	art. 325	6	3	9
- tutelle pour mineurs / <i>Vormund für Unmündige</i>	art. 368	61	84	145
- curatelle de représentation pour mineurs / <i>Vertretungsbeistandschaft für Unmündige</i>	art. 392	57	75	132
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce / <i>Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren</i>	art. 146/147	4	3	7

## **6. Chambre du registre du commerce Handelsregisterkammer**

Aucune affaire n'a été inscrite au rôle en 2006 (2005: 0; 2004: 0; 2003: 1; 2002: 3).

*2006 wurde keine Angelegenheit anhängig gemacht (2005: 0; 2004: 0; 2003: 1; 2002: 3).*

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, la Chambre n'est plus l'autorité de surveillance du registre du commerce. La surveillance est exercée par la Direction de l'économie et de l'emploi qui est aussi l'autorité de recours contre les décisions du préposé. Les décisions de la Direction peuvent faire l'objet d'un recours à la Chambre.

*Seit dem 1. Januar 2003 ist die Handelsregisterkammer nicht mehr Aufsichtsbehörde über das Handelsregister. Die Aufsicht wird von der Volkswirtschaftsdirektion ausgeübt; diese ist auch Beschwerdeinstanz gegen die Verfügungen des Registerführers. Die Entscheide der Direktion können an die Handelsregisterkammer weitergezogen werden.*

## 7. Cour d'appel pénal Strafappellationshof

En 2006, 92 causes ont été inscrites au rôle, dont 16 en allemand (2005: 107; 2004: 88; 2003: 78; 2002: 65). La Cour a rendu 119 arrêts (2005: 91; 2004: 82; 2003: 76; 2002: 67).

2006 wurden 92 Angelegenheiten anhängig gemacht, davon 16 auf Französisch (2005: 107; 2004: 88; 2003: 78; 2002: 65). Der Hof hat 119 Entscheide gefällt (2005: 91; 2004: 82; 2003: 76; 2002: 67).

### Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2005 à 2006 / <i>Von 2005 auf 2006 übertragene Verfahren</i>	75	
Causes introduites en 2006 / 2006 eingereichte Verfahren	92	
Causes liquidées en 2006 / 2006 erledigte Verfahren	119	
Causes reportées en 2007 / <i>auf 2007 übertragene Verfahren</i>	48	
<b>Total</b>	<b>167</b>	<b>167</b>

La Cour s'est prononcée sur 117 recours qui ont reçu le sort suivant:

Die Strafappellationshof hat 117 Berufungen behandelt, welche folgenden Ausgang nahmen:

Admis / Gutheissung	21	
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	19	
Rejetés / Abweisung	59	
Irrecevables / Nichteintreten	14	
Sans objet / Gegenstandslos	1	
Retiré / Rückzug	3	
Transmis à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an die zuständige Behörde</i>	0	
<b>Total</b>	<b>117</b>	

Ces 117 recours étaient dirigés contre des jugements rendus par:

Diese 117 Berufungen richteten sich gegen Urteile folgender Behörden:

- **Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht**

Sarine / Saane	29	
Singine / Sense	5	
Gruyère / Greyerz	5	
Lac / See	4	
Glâne / Glane	4	
Broye / Broye	2	
Veveyse / Vivisbach	4	
<b>Total</b>	<b>53</b>	

- **Juge de police / *Polizeirichter***

Sarine / <i>Saane</i>	25
Singine / <i>Sense</i>	6
Gruyère / <i>Greyerz</i>	7
Lac / <i>See</i>	3
Glâne / <i>Glane</i>	4
Broye / <i>Broye</i>	6
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	3
<b>Total</b>	<b>54</b>

- **Juge pénal des mineurs / *Jugendstrafrichter*** **6**

- **Tribunal pénal économique / *Wirtschaftsstraengericht*** **4**

La Cour a accueilli 3 requêtes de radiation au casier judiciaire, en a rejeté 7, en a transmis 3 à l'instance compétente et en a déclaré 1 irrecevable; 2 requêtes ont été retirées.

*Der Strafappellationshof hat 3 Gesuche um Löschung eines Eintrags im Strafregister gutgeheissen, 7 abgewiesen, 3 an die zuständige Behörde weitergeleitet, ist auf 1 Gesuch nicht eingetreten; 2 Gesuche wurden zurückgezogen.*

## 8. Chambre pénale Strafkammer

En 2006, 1072 affaires ont été inscrites au rôle de la Chambre et de son président, dont 118 en allemand (2005: 1379; 2004: 1479; 2003: 1099; 2002: 1017). La Chambre s'est prononcée sur 617 cas (2005: 862; 2004: 946; 2003: 709; 2002: 597) qui se répartissent ainsi:

*2006 wurden 1072 Angelegenheiten vor der Kammer und ihrem Präsidenten anhängig gemacht, davon 954 auf Französisch (2005: 1379; 2004: 1479; 2003: 1099; 2002: 1017). Die Kammer hat 617 Fälle erledigt (2005: 862; 2004: 946; 2003: 709; 2002: 597), die sich wie folgt verteilen:*

• Visa du maintien en détention préventive / <i>Visum der Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft</i>	398 <sup>1</sup>
• Recours contre décisions / <i>Beschwerden gegen Entscheide</i>	161
- du juge d'instruction / <i>des Untersuchungsrichters</i>	126
- du juge de la détention / <i>des Haftrichters</i>	24
dout / <i>davon</i>	
o mise en détention / <i>Untersuchungshaft</i>	13
o refus de mise en liberté / <i>Verweigerung der Freilassung</i>	11
- du tribunal pénal d'arrondissement / <i>des Bezirksstrafgerichts</i>	0
- du juge pénal des mineurs / <i>des Jugendstrafrichters</i>	2
- du préfet / <i>des Oberamtmannes</i>	9
- de la Cour d'appel pénal / <i>des Strafappellationshofes</i>	0
- du juge de police / <i>des Polizeirichters</i>	0
• Demandes de révision / <i>Revisionsgesuche</i>	5
• Requêtes d'indemnité / <i>Entschädigungsgesuche</i>	45
• Non-lieu / <i>Einstellung</i>	1
• Divers / <i>Verschiedenes</i>	7
	<b>617</b>

L'application de l'art. 242 CPP, qui confère à celui qui subit un préjudice causé par une arrestation ou une détention injustifiée ou par une erreur judiciaire (al. 1) ou par un autre acte de procédure (al. 2) le droit à une indemnité à l'encontre de l'Etat, a donné lieu à l'allocation d'une indemnité dans 28 affaires pour un montant total de 669'202 francs. Dans 9 affaires, l'indemnité a été allouée sur la base de l'alinéa 1 et dans les 19 autres sur la base de l'alinéa 2. Dans un cas, le montant alloué sur la base de l'alinéa 1 s'est élevé à 562'778 francs.

*Art. 242 StPO gibt jenen Personen, die durch eine ungerechtfertigte Inhaftierung oder Untersuchungshaft oder einen Justizirrtum (Abs. 1) oder eine andere Prozesshandlung (Abs. 2) einen Schaden erlitten haben, einen Anspruch auf Schadenersatz. Dies hat in 28 Fällen zur Ausrichtung einer Entschädigung von insgesamt Fr. 669'202.-- geführt. In 9 Fällen wurde die Entschädigung in Anwendung von Absatz 1 und in 19 Fällen in Anwendung von Absatz 2 ausgerichtet. In einem Fall betrug die in Anwendung von Absatz 1 zugesprochene Entschädigung Fr. 562'778.--.*

Hormis les arrêts relatifs à l'assistance judiciaire (293 en 2006, dont 37 rejets), le Président de la Chambre pénale a rendu 151 décisions, dont 4 portaient sur une question de for et 136 traitaient de mesures de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (2005: 182, dont 3 et 176; 2004: 185, dont 4 et 156). 134 mesures de surveillance ont été approuvées et 2 ont été rejetées; elles tendaient à 209 mises sous surveillance, soit 61 branchements directs et 148 contrôles rétroactifs ponctuels.

*Abgesehen von den Zuweisungen von amtlichen Verteidigern (2006: 293, davon 37 Abweisungen) hat der Präsident der Strafkammer über 151 Fälle entschieden, davon 4 Gerichtsstandsfragen und 136 Überwachungsmassnahmen (2005: 182, davon 3 und 176; 2004: 185, davon 4 und 156). 134 Überwachungsmassnahmen wurden genehmigt und 2 verweigert; von den 209 Überwachungshandlungen betrafen 61 Direktschaltungen und 148 rückwirkende Kontrollen.*

<sup>1</sup> dont 14 en allemand / davon 14 auf deutsch

## 9. Autres attributions du Tribunal cantonal *Weitere Aufgaben des Kantonsgerichts*

### Récusation / *Ausstand*

Le Tribunal cantonal a pris acte de la récusation

- d'un tribunal civil ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 7 cas
- d'une chambre des prud'hommes ou d'un président de chambre et de son suppléant dans 2 cas
- d'un tribunal pénal ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 2 cas
- d'un juge de police dans 3 cas
- des juges d'instruction dans 13 cas
- d'un préfet et de son lieutenant dans 4 cas

Ces affaires ont été renvoyées à la connaissance d'une autre autorité judiciaire de même degré.

*Das Kantonsgericht hat vom Ausstand*

- *eines Zivilgerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 7 Fällen*
- *einer Gewerbekammer oder eines Präsidenten dieser Kammer und dessen Stellvertreters in 2 Fällen*
- *eines Strafgerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 2 Fall*
- *eines Polizeirichters in 3 Fällen*
- *der Untersuchungsrichter in 13 Fällen*
- *eines Oberamtmanns und dessen Stellvertreters in 4 Fällen*

*Vormerk genommen. Diese Angelegenheiten wurden einer anderen Gerichtsbehörde gleichen Grades zur weiteren Behandlung überwiesen.*

### Divers / *Verschiedenes*

En application des règles relatives à l'entraide judiciaire nationale ou internationale en matière civile ou commerciale, le Tribunal cantonal a connu de 180 affaires concernant des communications diverses ou des commissions rogatoires.

*In Anwendung der Regeln über die nationale oder internationale Rechtshilfe in Zivil- oder Handelssachen hat das Kantonsgericht über 180 Gesuche betreffend Zustellungen oder rogatorische Einvernahmen entschieden.*



**10.**  
**Recours au Tribunal fédéral**  
**Beschwerden an das Bundesgericht**

	Admis <i>Gut- heissung</i>	Partiellement admis <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetés <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nichteintreten</i>	Sans objet <i>Gegen- standslos</i>	Retirés <i>Rückzug</i>	<b>Total</b>
Tribunal cantonal <i>Kantonsgericht</i>	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
I <sup>e</sup> Cour d'appel <i>I. Appellationshof</i>	1	4	6	6	1	1	<b>19</b>
II <sup>e</sup> Cour d'appel <i>II. Appellationshof</i>	2	2	6	1	0	0	<b>11</b>
Chambre des poursuites et des faillites <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>	0	1	1	4	0	0	<b>6</b>
Cour de modération <i>Moderationshof</i>	0	0	2	1	0	0	<b>3</b>
Chambre des tutelles <i>Vormundschaftskammer</i>	0	0	0	2	0	0	<b>2</b>
Cour d'appel pénal <i>Strafappellationshof</i>	1	1	7	5	0	0	<b>14</b>
Chambre pénale <i>Strafkammer</i>	1	0	3	8	0	0	<b>12</b>
Président de la Chambre pénale <i>Präsident der Straf- kammer</i>	0	0	0	2	0	0	<b>2</b>
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>25</b>	<b>29</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>69</b>

# 11. Assistance judiciaire Unentgeltliche Rechtspflege

## En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
Sarine / Saane	240	28	48	0
Singine / Sense	43	4	15	7
Gruyère / Greyerz	121	7	24	3
Lac / See	52	4	15	3
Glâne / Glane	38	1	7	5
Broye / Broye	31	5	10	0
Veveyse / Vivisbach	26	2	2	1
<b>Total</b>	<b>551</b>	<b>51</b>	<b>121</b>	<b>19</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
Sarine / Saane	63	1	14	0
Singine / Sense	5	0	8	7
Gruyère / Greyerz	9	1	4	1
Lac / See	1	0	2	0
Glâne / Glane	7	0	3	5
Broye / Broye	5	0	0	0
Veveyse / Vivisbach	4	1	0	2
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>3</b>	<b>31</b>	<b>15</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
I <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	6	0	3	1
II <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	2	0	1	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>	1	0	2	0
Chambre LP <i>Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer</i>	0	0	1	0
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>1</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés / Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst				
	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
I <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	0	0	1	0
II <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	0	0	0	0
Chambre LP <i>Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer</i>	1	0	0	0
<b>Total</b>	1	0	1	0

### En matière pénale / in Strafsachen

Le Président de la Chambre pénale a rendu 293 arrêts en matière d'assistance judiciaire (2005: 336; 2004: 322; 2003: 276; 2002: 268). Il a désigné un défenseur au prévenu, en application de l'art. 37 CPP, dans 197 cas (2005: 237; 2004: 231; 2003: 210; 2002: 184), et au lésé, en application de l'art. 40 al. 2 CPP, dans 46 cas (2005: 29; 2004: 35; 2003: 39; 2002: 21).

*Der Präsident der Strafkammer hat 293 Entscheide im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege gefällt (2005: 336; 2004: 322; 2003: 276; 2002: 268). Er hat in Anwendung von Art. 37 StPO in 197 Fällen (2005: 237; 2004: 231; 2003: 210; 2002: 184) dem Beschuldigten und in Anwendung von Art. 40 Abs. 2 StPO in 46 Fällen (2005: 29; 2004: 35; 2003: 39; 2002: 21) dem Geschädigten einen Verteidiger zugewiesen.*

## **B.**

# **Ministère public Staatsanwaltschaft**

La Procureure générale ou ses substituts ont interjeté 10 recours en appel pénal (2005: 15; 2004: 12; 2003: 5; 2002: 7). 2 recours ont été admis et 3 rejetés. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 36 reprises sur des appels.

*Die Staatsanwältin oder ihre Substitute haben 10 Berufungen eingereicht (2005: 15; 2004: 12; 2003: 5; 2002: 7). 2 Berufung wurden gutgeheissen und 3 abgewiesen. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 36 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.*

Le Ministère public a interjeté 13 recours auprès de la Chambre pénale (2005: 6; 2004: 7; 2003: 6; 2002: 15). 3 recours ont été admis et 4 rejetés. Le Ministère public s'est déterminé à 76 reprises sur des affaires enregistrées auprès de cette section.

*Die Staatsanwaltschaft hat bei der Strafkammer 13 Beschwerden eingereicht (2005: 6; 2004: 7; 2003: 6; 2002: 15). 3 Beschwerden wurden gutgeheissen und 4 abgewiesen. Die Staatsanwaltschaft hat in 76 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.*

La Procureure générale ou ses six substituts ont comparu à 218 reprises devant les tribunaux de 1<sup>ère</sup> instance et à 27 reprises devant la Cour d'appel pénal. Ils ont également participé à 200 auditions d'instruction.

*Die Staatsanwältin oder ihre 6 Substitute sind in 218 Fällen vor den Gerichten 1. Instanz und in 27 Fällen vor dem Strafappellationshof aufgetreten. Sie haben auch an 200 untersuchungsrichterlichen Einvernahmen teilgenommen.*

# C. Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte

## 1. Affaires civiles / Zivilverfahren

### a) aa. Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement <i>Bezirksgerichte</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegen- heiten</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2004/ davon bis 31.12.2004 eingereicht
Sarine / Saane	317 <sup>1)</sup>	300 <sup>2)</sup>	289 <sup>3)</sup>	63
Singine / Sense	82	92	60	3
Gruyère / Greyerz	139	129	116	7
Lac / See	58 <sup>4)</sup>	48 <sup>5)</sup>	60 <sup>6)</sup>	8
Glâne / Glane	60	47	43	3
Broye / Broye	68	42	87	21
Veveyse / Vivisbach	43	41	33	5
<b>Total</b>	<b>767</b>	<b>699</b>	<b>688</b>	<b>110</b>

En 2005	719	722	683
En 2004	701	673	692

- (1) dont 18 en allemand / davon 18 auf deutsch (2005: 22)  
 (2) dont 9 en allemand / davon 9 auf deutsch (2005: 14)  
 (3) dont 18 en allemand / davon 18 auf deutsch (2005: 14)  
 (4) dont 17 en français / davon 17 auf französisch (2005: 10)  
 (5) dont 13 en français / davon 13 auf französisch (2005: 9)  
 (6) dont 14 en français / davon 14 auf französisch (2005: 10)

Objets des jugements rendus <i>Gegenstand der Entscheide</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>A. Code civil / Zivilgesetzbuch</b>								
1. Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	0	0	0	0	1	0	0	1
2. Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>								
a) divorce / <i>Scheidung</i>	99	29	41	10	11	9	13	212
b) séparation de corps / <i>Trennung</i>	4	0	0	0	1	0	1	6
c) action en désaveu / <i>Anfechtungsklage</i>	11	1	3	2	4	2	1	24
d) recherche en paternité / <i>Vaterschaftsklage</i>	9	4	0	0	1	1	0	15
e) droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	22	23	41	3	15	2	6	112
f) divers / <i>Verschiedenes</i>	4	0	5	1	1	0	2	13
3. Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	2	6	2	1	2	2	0	15
4. Droits réels / <i>Sachenrecht</i>	7	1	2	6	0	1	1	18

<b>B. Code des obligations / <i>Obligationenrecht</i></b>								
1. Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	81	14	10	15	4	16	8	148
2. Actions résultant d'actes illicites / <i>Klagen aus unerlaubter Handlung</i>	4	1	2	0	0	0	0	7
3. Droit des sociétés / <i>Gesellschaftsrecht</i>	2	1	2	2	1	0	1	9
4. Autres / <i>Andere</i>	5	0	1	2	0	0	1	9
<b>C. Autorité de recours / <i>Rechtsmittelinstanz</i></b>								
1. Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerden gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	25	4	16	3	1	5	4	58
2. Recours sur mesures protectrices de l'union conjugale / <i>Beschwerden gegen Eheschutzmassnahmen</i>	14	1	3	1	4	4	2	29
<b>D. Autres lois fédérales ou cantonales / <i>Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</i></b>								
	11	7	1	2	1	0	1	23
<b>Total général / <i>Gesamttotal</i></b>	<b>300</b>	<b>92</b>	<b>129</b>	<b>48</b>	<b>47</b>	<b>42</b>	<b>41</b>	<b>699</b>

a) bb. **Présidents de tribunaux / *Gerichtspräsidenten***

Président de tribunaux <i>Gerichtspräsidenten</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées / <i>Erlidigte Angelegen- heiten</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2004 / davon bis 31.12.2004 <i>eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	3305 <sup>1)</sup>	3181 <sup>2)</sup>	910 <sup>3)</sup>	277
Singine / <i>Sense</i>	847	932	222	0
Gruyère / <i>Greyerz</i>	1232	1676	405	22
Lac / <i>See</i>	819 <sup>4)</sup>	836 <sup>5)</sup>	122 <sup>6)</sup>	2
Glâne / <i>Glane</i>	623	585	72	0
Broye / <i>Broye</i>	621	866	214	11
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	441	423	103	1
<b>Total</b>	<b>7888</b>	<b>8499</b>	<b>2048</b>	<b>313</b>

En 2005                      8128                      8881                      2057  
En 2004                      8027                      8141                      1957

- (1) dont 78 en allemand / *davon 78 auf deutsch* (2005: 86)  
(2) dont 59 en allemand / *davon 59 auf deutsch* (2005: 65)  
(3) dont 26 en allemand / *davon 26 auf deutsch* (2005: 30)  
(4) dont 221 en français / *davon 221 auf französisch* (2005: 221)  
(5) dont 227 en français / *davon 227 auf französisch* (2005: 211)  
(6) dont 39 en français / *davon 39 auf französisch* (2005: 37)

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sene	Gruyère Grezerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vv/sbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	186	90	105	66	44	30	35	556
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	10	0	10	0	0	3	1	24
3. Modification de jugements de divorce / <i>Abänderung von Scheidungsurteilen</i>	55	9	10	5	6	9	10	104
4. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC) / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung (Art. 172 ZGB)</i>	88	20	41	27	34	24	30	264
5. Affaires pécuniaires (art. 139 LOJ) / Vermögensrechtliche Streitigkeiten (art. 139 GOG)	79	37	41	31	15	27	28	258
6. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	132	36	90	36	35	96	22	447
7. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Pfandrechten der Handwerker und Unternehmer</i>	16	2	18	12	3	18	4	73
8. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire / <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	394	89	170	76	66	51	38	884
9. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	1988	582	880	500	340	457	229	4976
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1285	361	565	292	224	279	167	3173
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP/SchKG)/ <i>Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren</i>	3	2	4	0	1	3	0	13
c) Action en constatation négative (art. 85a LP/SchKG)/ <i>Negative Feststellungsklage</i>	19	2	1	0	0	4	0	26
d) Action en contestation de l'épuration de l'état de charges (art. 140 LP/SchKG)/ <i>Bestreitung der Lastenbereinigung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
e) Contestation de l'état de collocation/ <i>Klage auf Anfechtung des Kollokationsplans</i>	1	0	1	0	0	0	0	2
f) Ouverture de la faillite/ <i>Konkursöffnung</i>	415	142	193	157	86	23	36	1052
g) Suspension de la faillite faute d'actif/ <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	124	16	40	23	2	26	3	234
h) Liquidation sommaire de la faillite/ <i>Summarisches Konkursverfahren</i>	0	16	1	0	0	0	5	22
i) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP/SchKG)/ <i>Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens</i>	0	14	36	8	15	0	15	88
j) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al.4 LP/SchKG)/ <i>Klage auf Bestreitung oder Feststellung des Neuen Vermögens</i>	1	0	0	2	1	4	0	8
k) Clôture de faillite/ <i>Schluss des Konkursverfahrens</i>	106	16	21	10	7	15	1	176
l) Séquestre/ <i>Arrest</i>	8	1	7	4	0	0	0	20
m) Sursis concordataire/ <i>Nachlassstundung</i>	2	0	1	0	0	0	0	3
n) Concordats homologués/ <i>Bestätigte Nachlassverträge</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
dont/davon								
aa) Concordats-dividende (ordinaires)/ <i>Ordentliche Nachlassverträge</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
bb) Concordats par abandon d'actif/ Nachlassverträge mit Vermögens- Abtretung	0	0	0	0	0	0	0	0
o) Révocation du concordat/ <i>Widerruf des Nachlassvertrags</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
p) Divers/ <i>Verschiedenes</i>	23	12	10	4	4	103	2	158
10. Bénéfices d'inventaires / <i>Inventaraufnahmen</i>	5	1	4	0	2	0	1	13
11. Répudiation de successions / <i>Ausschlagung der Erbschaft</i>	76	11	24	9	15	62	5	202
12. Annulation de titres / <i>Aufhebung von Wertpapieren</i>	25	9	21	5	2	17	6	85
13. Commissions rogatoires / <i>Rechtshilfebegehren</i>	2	4	15	28	3	0	7	59
14. Exécution des jugements (art. 348ss CPC/ZPO)/ <i>Urteilsvollstreckung</i>	7	3	1	1	1	4	1	18
15. Divers / <i>Verschiedenes</i>	118	39	246	40	19	68	6	536
<b>Total général / Gesamttotal</b>	<b>3181</b>	<b>932</b>	<b>1676</b>	<b>836</b>	<b>585</b>	<b>866</b>	<b>423</b>	<b>8499</b>

## b) Chambres des tutelles / Vormundschaftskammern

Les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont rendu 182 décisions (2005: 168; 2004: 162; 2003: 206; 2002: 180), dont 48 en qualité d'autorité de recours contre des décisions de Justices de paix (art. 5 LOT) et 134 dans des causes qui leur étaient soumises en première instance (art. 6 LOT).

*Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben 182 Entscheide gefällt (2005: 168; 2004: 162; 2003: 206; 2002: 180), davon 48 auf Beschwerde gegen Entscheide der Friedensgerichte (Art. 5 GOV) und 134 als erste Instanz (Art. 6 GOV).*

Arrondissements Bezirke	Autorité de recours (art. 5 LOT) Beschwerdeinstanz (Art. 5 GOV)	Première instance (art. 6 LOT) Erste Instanz (Art. 6 GOV)	Total Total
Sarine / Saane	19	44	<b>63</b>
Singine / Sense	6	17	<b>23</b>
Gruyère / Greyerz	9	29	<b>38</b>
Lac / See	4	10	<b>14</b>
Glâne / Glane	5	10	<b>15</b>
Broye / Broye	2	15	<b>17</b>
Veveyse / Vivisbach	3	9	<b>12</b>
<b>Total</b>	<b>48</b>	<b>134</b>	<b>182</b>

## c) Juridiction des prud'hommes / Gewerbegerichtsbarkeit

### Présidents des Chambres des prud'hommes Präsidenten der Gewerbekammern

Les Présidents des Chambres des prud'hommes des tribunaux d'arrondissement ont été saisis de 213 causes (2005: 183; 2004: 183; 2003: 182; 2002: 137) qui se répartissent ainsi :

*Bei den Präsidenten der Gewerbekammern der Bezirksgerichte wurden 213 Angelegenheiten eingereicht (2005: 183; 2004: 183; 2003: 182; 2002: 137), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2006 / per 01.01.2006 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2006 / per 31.12.2006 hängi- ge Angelegenheiten
Sarine / Saane	50	73	83	40
Singine / Sense	1	9	9	1
Gruyère / Greyerz	5	26	28	3
Lac / See	2	12	11	3
Glâne / Glane	1	8	8	1
Broye / Broye	4	8	10	2
Veveyse / Vivisbach	0	14	13	1
<b>Total</b>	<b>63</b>	<b>150</b>	<b>162</b>	<b>51</b>

### Chambres des prud'hommes / Gewerbekammern

Elles ont été saisies de 181 causes (2005: 156; 2004: 173; 2003: 159; 2002: 126) qui se répartissent ainsi :

*Es wurden 181 Angelegenheiten eingereicht (2005: 156; 2004: 173; 2003: 159; 2002: 126), die sich wie folgt aufteilen:*



Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2006 / per 01.01.2006 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2006 / per 31.12.2006 hängi- ge Angelegenheiten
Sarine / Saane	74	89	73	90
Singine / Sense	1	13	11	3
Gruyère / Greyerz	20	39	35	24
Lac / See	5	13	12	6
Glâne / Glane	3	10	9	4
Broye / Broye	5	8	8	5
Veveyse / Vivisbach	4	9	6	7
<b>Total</b>	<b>112</b>	<b>181</b>	<b>154</b>	<b>139</b>

#### d) Juridiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

##### Présidents des tribunaux des baux / Mietgerichtspräsidenten

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 277 causes (2005: 333; 2004: 359; 2003: 330; 2002: 314) qui se répartissent ainsi:

*Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 277 Angelegenheiten eingereicht (2005: 333; 2004: 359; 2003: 330; 2002: 314), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2006 / per 01.01.2006 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2006 / per 31.12.2006 hängi- ge Angelegenheiten
Sarine / Saane	40	163	168	35
Singine et Lac / Sense und See	8	26	27	7
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	26	88	97	17
<b>Total</b>	<b>74</b>	<b>277</b>	<b>292</b>	<b>59</b>

##### Tribunaux des baux / Mietgerichte

Ils ont été saisis de 51 causes (2005: 34; 2004: 53; 2003: 63; 2002: 94) qui se répartissent ainsi:

*Es wurden 51 Angelegenheiten eingereicht (2005: 34; 2004: 53; 2003: 63; 2002: 94), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2006 / per 01.01.2006 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2006 / per 31.12.2006 hängi- ge Angelegenheiten
Sarine / Saane	31	31	30	32
Singine et Lac / Sense und See	8	10	15	3
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	9	10	14	5
<b>Total</b>	<b>48</b>	<b>51</b>	<b>59</b>	<b>40</b>

e) **Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance / Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung**

Contrôle judiciaire / <i>Gerichtliche Beurteilung</i> (art. 19 LPLFA / FFEG)	Décisions de placement, maintien, libération ou refus de libération communiquées à la Commission / <i>Der Kommission mitgeteilte Entscheide über die Einweisung, Zurückbehaltung, Entlassung oder Abweisung eines Entlassungsgesuchs</i> (art. 12 al. 4 LPLFA / FFEG)	<b>Total</b>
76	411	<b>487</b>

En 2005:	64	458	522
En 2004:	50	350	400

## 2. Affaires pénales / Strafverfahren

### Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

**Nombre de personnes jugées:** 232 (2005: 229; 2004: 231; 2003: 184; 2002: 202). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 208 personnes à des peines privatives de liberté (réclusion, emprisonnement) et ont infligé 35 amendes. 101 peines ont été assorties du sursis. 24 mesures de sûreté, au sens des articles 42 ss CP, ont été prononcées. 2 personnes ont été condamnées à des peines accessoires, 26 personnes ont été acquittées.

**Anzahl der abgeurteilten Personen:** 232 (2005: 229; 2004: 231; 2003: 184; 2002: 202). Die Bezirksstrafgerichte haben 208 Personen zu Freiheitsstrafen (Zuchthaus, Gefängnis) verurteilt und 35 Bussen verhängt. In 101 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. 24 sichernde Massnahmen im Sinne der Art. 42 ff. StGB wurden ausgesprochen. 2 Personen wurden zu Nebenstrafen verurteilt, 26 Personen wurden freigesprochen.

Tribunaux / Gerichte	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand	
		Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	120 <sup>(1)</sup>	31	89	103	17	31	89
Singine / Sense	13	11	2	11	2	2	11
Gruyère / Greyerz	41	12	29	36	5	12	29
Lac / See	20 <sup>(2)</sup>	13	7	18	2	3	17
Glâne / Glane	18	11	7	16	2	2	16
Broye / Broye	10	3	7	6	4	6	4
Veveyse / Vivisbach	10	6	4	9	1	4	6
<b>Total</b>	<b>232</b>	<b>87</b>	<b>145</b>	<b>199</b>	<b>33</b>	<b>60</b>	<b>172</b>

(1) 6 procédures ont été conduites en allemand (2005: 12)

(2) 6 procédures ont été conduites en français (2005: 7)

(1) 6 Verfahren wurden auf deutsch durchgeführt (2005: 12)

(2) 6 Verfahren wurden auf französisch durchgeführt (2005: 7)

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)</b>	<b>31</b>	<b>4</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>56</b>
Meurtre / Vorsätzliche Tötung	0	0	0	0	0	0	1	1
Assassinat / Mord	3	0	0	0	0	0	0	3
Meurtre passionnel / Totschlag	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / Fahrlässige Tötung	3	0	0	0	1	0	1	5
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	2	3	0	0	0	0	5
Lésions corporelles / Körperverletzungen	15	2	1	0	0	1	0	19
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	0	0	0	1	0	1
Divers / Verschiedenes	10	0	11	0	0	1	0	22

Nombre d'infractions: <i>Anzahl straffbarer Handlungen:</i>	Saraine Saane	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveysse Vivisbach	Total
<b>2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen</b> (Art. 137-172 CP / StGB)	<b>94</b>	<b>12</b>	<b>41</b>	<b>21</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>194</b>
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	4	0	2	0	1	0	3	10
Vol / <i>Diebstahl</i>	30	2	22	5	5	3	1	68
Brigandage / <i>Raub</i>	8	0	4	6	1	0	1	20
Escroquerie / <i>Betrug</i>	2	0	1	0	1	0	1	5
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	5	1	1	1	0	0	0	8
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / <i>Check- und Kreditkartenmissbrauch</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / <i>Erpressung</i>	1	4	0	0	0	0	0	5
Gestion déloyale / <i>Ungetreue Geschäftsbesorgung</i>	0	0	0	0	0	0	1	1
Recel / <i>Hehlerei</i>	8	0	2	0	0	0	0	10
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / <i>Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen</i>	0	0	0	0	0	0	1	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	36	5	9	9	3	3	1	66
<b>3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich</b> (Art. 173-179 CP / StGB)	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>21</b>
<b>4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit</b> (Art. 180-186 CP / StGB)	<b>23</b>	<b>2</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>48</b>
Menaces / <i>Drohung</i>	7	1	3	0	0	1	0	12
Contrainte / <i>Nötigung</i>	2	1	0	0	1	0	0	4
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	14	0	7	4	2	3	1	31
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	1	0	0	1
<b>5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität</b> (Art. 187-200 CP / StGB)	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>31</b>
Mise en danger du développement de mineurs / <i>Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen</i>	0	6	4	3	0	1	2	16
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / <i>Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre</i>	0	0	5	0	0	1	0	6
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	2	1	1	2	0	1	9
<b>6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie</b> (Art. 213-220 CP / StGB)	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
Violation d'une obligation d'entretien / <i>Vernachlässigung von Unterhaltspflichten</i>	0	0	1	0	0	0	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	1	0	0	0	0	1
<b>7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen</b> (Art. 221-230 CP / StGB)	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>5</b>
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	3	0	0	0	0	1	0	4
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	1	0	0	0	0	1
<b>8. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht,</b> (Art. 240-250 CP / StGB)	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Nombre d'infractions: <i>Anzahl straffbarer Handlungen:</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>9. Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i></b> (Art. 251-257 CP / StGB)	5	0	1	0	2	0	2	10
<b>10. Crimes ou délits contre la paix publique / <i>Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden</i></b> (Art. 258-263 CP / StGB)	2	0	0	0	0	0	0	2
<b>11. Infractions contre l'autorité publique / <i>Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt</i></b> (Art. 285-295 CP / StGB)	13	2	4	0	0	2	0	21
<b>12. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / <i>Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege</i></b> (Art. 303-311 CP / StGB)	5	0	2	0	0	1	0	8
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Blanchissage d'argent / <i>Geldwäscherei</i>	3	0	2	0	0	0	0	5
Fausse déclaration d'une partie en justice / <i>Falsche Beweisaussage der Partei</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0	0	0	0	1	0	3
<b>13. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / <i>Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht</i></b> (Art. 312-322 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	1	1
<b>14. Infractions à la LCR / <i>Verstöße gegen das SVG</i></b>	29	9	13	3	7	8	3	72
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	4	3	2	0	0	1	0	10
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / <i>schweres Verschulden</i> )	1	0	2	0	1	1	0	5
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i> )	8	2	4	1	2	2	0	19
Art. 94 (vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i> )	5	2	2	0	1	0	1	11
Art. 95 (circulation sans permis / <i>Fahren ohne Ausweis</i> )	7	2	1	1	1	1	1	14
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	0	2	1	2	3	1	13
<b>15. Infractions à la LStup / <i>Verstöße gegen das BetmG</i></b>	64	3	30	7	11	2	0	117
<b>16. Infractions à la LSEE / <i>Verstöße gegen das ANAG</i></b>	22	0	9	1	4	3	0	39
<b>17. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / <i>Verstöße gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</i></b>	36	3	23	3	0	0	1	66
<b>TOTAL</b>	<b>340</b>	<b>47</b>	<b>163</b>	<b>44</b>	<b>42</b>	<b>35</b>	<b>22</b>	<b>693</b>

## Juges de police / *Polizeirichter*

Nombre de personnes renvoyées : 1154 (2005: 1129; 2004: 1005; 2003: 909; 2002: 850).

Anzahl der überwiesenen Personen : 1154 (2005: 1129; 2004: 1005; 2003: 909; 2002: 850).

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Personnes renvoyées <i>Überwiesene Personen</i>	Condamnées <i>Verurteilte</i>	Acquittées <i>Freigesprochene</i>	Retrait de plainte ou d'opposition <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>
Sarine / Saane	559 <sup>(1)</sup>	252	147	160
Singine / Sense	88	23	19	46
Gruyère / Greyerz	174	77	41	56
Lac / See	139 <sup>(2)</sup>	76	25	38

Glâne / Glane	53	21	17	15
Broye / Broye	94	44	14	36
Veveyse / Vivisbach	47	26	5	16
<b>Total</b>	<b>1154</b>	<b>519</b>	<b>268</b>	<b>367</b>

- (1) 54 procédures ont été conduites en allemand /  
54 Verfahren wurden auf deutsch durchgeführt (2005: 74).  
(2) 54 procédures ont été conduites en français /  
54 Verfahren wurden auf französisch durchgeführt (2005: 43).

Les Juges de police ont condamné 193 personnes à des peines privatives de liberté (emprisonnement, arrêts) et ont infligé 416 amendes. 170 peines ont été assorties du sursis. 268 personnes ont été acquittées.

Die Polizeirichter verurteilten 193 Personen zu Freiheitsstrafen (Gefängnis, Haft) und verhängten 416 Bussen. In 170 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. 268 Personen wurden freigesprochen.

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB</b>	<b>91</b>	<b>29</b>	<b>21</b>	<b>25</b>	<b>4</b>	<b>18</b>	<b>12</b>	<b>200</b>
Atteinte à l'intégrité corporelle / Körperverletzungen	15	5	7	9	1	7	3	47
Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen	22	7	3	6	1	3	4	46
Atteinte à l'honneur / Ehrverletzungen	9	1	0	4	1	2	0	17
Atteinte au mœurs / Sittlichkeitsdelikte	0	0	0	1	0	0	0	1
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	0	0	1	3	0	0	1	5
Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts	0	12	0	0	0	0	0	12
Conversion d'amendes en arrêts / Umwandlungen von Bussen in Haft	1	4	5	0	0	1	1	12
Divers / Verschiedenes	44	0	5	2	1	5	3	60
<b>Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGStGB</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>25</b>
(Art. 8 LACP / EGStGB)	5	0	11	0	2	0	0	18
Divers / Verschiedenes	0	2	0	0	3	1	1	7
<b>Infractions / Strafbare Handlungen</b>	<b>214</b>	<b>73</b>	<b>79</b>	<b>59</b>	<b>20</b>	<b>39</b>	<b>39</b>	<b>523</b>
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	0	0	0	0	0	2	0	2
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	0	0	0	0	1	0	0	1
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	1	0	0	0	0	0	1
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen das Lebensmittelgesetz	0	0	1	0	0	0	0	1
à la loi sur la police des étrangers / gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	17	5	8	4	0	9	2	45
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	1	2	3	3	1	0	2	12
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	3	0	2	0	0	1	0	6
à la loi sur la protection des eaux / gegen das Gewässerschutzgesetz	0	0	0	0	0	1	0	1
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	12	2	0	2	0	0	0	16
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	9	0	1	1	0	3	0	14

Nombre d'infractions: <i>Anzahl straffbarer Handlungen:</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
à la loi sur le chômage / <i>gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la navigation intérieure / <i>gegen das Binnenschiffahrtsgesetz</i>	0	0	0	0	0	1	0	1
à la loi sur la circulation routière / <i>gegen das Strassenverkehrsgesetz</i>	118	56	52	44	14	17	30	331
à la loi sur les stupéfiants / <i>gegen das Betäubungsmittelgesetz</i>	13	4	9	1	0	1	2	30
Divers / <i>Verschiedenes</i>	40	3	3	4	4	4	3	61
<b>TOTAL</b>	<b>310</b>	<b>104</b>	<b>111</b>	<b>84</b>	<b>29</b>	<b>58</b>	<b>52</b>	<b>748</b>

## Tribunal pénal économique / *Wirtschaftsstrafgericht*

**Nombre de personnes jugées:** 4 (2005: 6; 2004: 3; 2003: 6; 2002: 4). Le Tribunal a condamné 3 personnes à des peines privatives de liberté (réclusion, emprisonnement). 1 personne a été acquittée.

**Anzahl der abgeurteilten Personen:** 4 (2005: 6; 2004: 3; 2003: 6; 2002: 4). Das Gericht hat 3 Personen zu Freiheitsstrafen (Zuchthaus, Gefängnis) verurteilt. 1 Person wurde freigesprochen.

## Récapitulation / *Zusammenfassung*

En 2006, 1390 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (2005: 1364; 2004: 1239; 2003: 1099; 2002: 1056).

2006 wurden 1390 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt (2005: 1364; 2004: 1239; 2003: 1099; 2002: 1056).

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	TOTAL
Sarine / Saane	120	559		679
Singine / Sense	13	88		101
Gruyère / Greyerz	41	174		215
Lac / See	20	139		159
Glâne / Glane	18	53		71
Broye / Broye	10	94		104
Veveyse / Vivisbach	10	47		57
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			4	4
<b>Total</b>	<b>232</b>	<b>1154</b>	<b>4</b>	<b>1390</b>

Nature du jugement / <i>Art des Urteils</i>	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	<b>TOTAL</b>
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	26	268	1	<b>295</b>
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	203	176	3	<b>382</b>
et/ou à l'amende / <i>und/oder Busse</i>	33	406	1	<b>440</b>
<i>dont assorties du sursis / davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	99	170	3	<b>272</b>

**Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis /  
*Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs***

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	<b>TOTAL</b>
Sarine / Saane	35	13		<b>48</b>
Singine / Sense	1	4		<b>5</b>
Gruyère / Greyerz	18	11		<b>29</b>
Lac / See	2	3		<b>5</b>
Glâne / Glane	5	2		<b>7</b>
Broye / Broye	2	5		<b>7</b>
Veveyse / Vivisbach	2	0		<b>2</b>
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>			0	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>65</b>	<b>38</b>	<b>0</b>	<b>103</b>

**Détention préventive / *Untersuchungshaft***

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	TPE WSG	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft im Zeitpunkt des Urteils</i>	43	0	11	2	3	2	2	0	<b>63</b>
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	5767	0	792	250	307	282	179	0	<b>7577</b>



## D. Juges d'instruction *Untersuchungsrichter*

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
<b>Affaires inscrites au rôle / <i>Eingegangene Angelegenheiten</i></b>	<b>16'187</b>	<b>3'223</b>	<b>19'410*</b>
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	9'199	1'625	10'824
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	6'988	1'598	8'586
<b>Ordonnances de refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahmeverfügungen</i></b>	<b>448</b>	<b>60</b>	<b>508</b>
<b>Ordonnances de classement / <i>Nichtweiterverfolgung</i></b>	<b>5'555</b>	<b>1'388</b>	<b>6'943</b>
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	197	59	256
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	5'358	1'329	6'687
<b>Ordonnances de non-lieu / <i>Einstellungsverfügungen</i></b>	<b>538</b>	<b>84</b>	<b>622</b>
<b>Ordonnances de transmission à la Chambre pénale / <i>Überweisungsverfügungen an die Strafkammer</i></b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* 2005 : 18'896

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
<b>Renvois / <i>Überweisungen</i></b>	<b>312</b>	<b>25</b>	<b>337</b>
- au juge de police / <i>an den Polizeirichter</i>	125	6	131
• Sarine / <i>Saane</i> 70			
• Singine / <i>Sense</i> 3			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 24			
• Lac / <i>See</i> 5			
• Glâne / <i>Glane</i> 5			
• Broye / <i>Broye</i> 16			
• Veveyse / <i>Vivisbach</i> 8			

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
- au tribunal pénal d'arrondissement / <i>an das Bezirksstrafgericht</i>	187	19	206
• Sarine / <i>Saane</i> 123			
• Singine / <i>Sense</i> 11			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 37			
• Lac / <i>See</i> 7			
• Glâne / <i>Glane</i> 10			
• Broye / <i>Broye</i> 15			
• Veveyse / <i>Vivisbach</i> 3			
- au Tribunal pénal économique / <i>an das WSG</i>	0	0	0
<b>Décisions de dessaisissement, y compris envers préfectures / Abtretungen, inkl. an Oberämtern</b>	<b>1'085</b>	<b>268</b>	<b>1'353</b>
<b>Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>	<b>9'912</b>	<b>1'737</b>	<b>11'649*</b>
- définitives / <i>endgültige</i>	7'248	1'310	8'558
- frappées d'opposition / <i>Einsprache</i>	452	80	532
- conversion d'amendes / <i>Bussenumwandlungen</i>	2'212	347	2'559

\* 2005 : 10'626

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
<b>Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren</b>	<b>66</b>	<b>38</b>	<b>104</b>
- nationales / <i>nationale</i>	32	21	53
- internationales / <i>internationale</i>	34	17	51
<b>Nombre de personnes en détention préventive Anzahl der Untersuchungshäftlinge</b>	<b>235</b>	<b>33</b>	<b>268</b>
<b>Nombre de jours de détention Anzahl Tage in Untersuchungshaft</b>	<b>11'874</b>	<b>826</b>	<b>12'700</b>
<b>Affaires en cours Hängige Angelegenheiten</b>	<b>1'606</b>	<b>236</b>	<b>1'842*</b>

\* 2005: 2'875

# E.

## Justices de Paix *Friedensgerichte*

### 1. Activité judiciaire / *Richterliche Tätigkeit*

a) du Juge de paix / des <i>Friedensrichters</i>	2005	2006
- Tentatives de conciliation / <i>Versöhnungsversuche</i> (art. 134 LOJ / GOG) ayant abouti / <i>erfolgreich</i> ayant échoué / <i>gescheitert</i>	38 51	25 36
- Appositions de scellés et prises d'inventaire / <i>Siegelungen und Inventare</i> (art. 162-165 LACC / EGZGB; 418-430 CPC / ZPO)	1627	1685
- Ouvertures de testaments / <i>Testamentseröffnungen</i> (art. 168-172 LACC / EGZGB)	409	489
- Ordonnances de mise à ban / <i>Betretungsverbote</i> (art. 275 al. 1 LACC / EGZGB)	55	69
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	223	213
<b>b) de la Justice de paix / des <i>Friedensgerichts</i></b>		
- Sûretés exigées du grevé / <i>Sicherstellung durch den Vorerben</i> (art. 145 LACC / EGZGB)	1	2
- Envoi en possession provisoire ou administration d'office d'une succession / <i>Einstweilige Überlassung der Erbschaft oder</i> <i>Einsetzung einer Erbschaftsverwaltung</i> (art. 166 LACC / EGZGB)	16	27
- Désignation d'un représentant à la communauté héréditaire, etc. / <i>Bestellung eines Vertreters der Erbengemeinschaft</i> <i>usw.</i> (art. 195 LACC / EGZGB)	28	37
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	76	52

### 2. Activité tutélaire de la Justice de paix / *Vormundschaftliche Tätigkeit des Friedensgerichts*

- Privation de liberté à des fins d'assistance en cas de demeure / <i>Dringende fürsorgerische Freiheitsentziehung</i> (art. 8 LPLFA / FFEG)	<b>361</b>	<b>347</b>
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / des <i>Friedensgerichts</i>	16	11
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>	342	332
• du préfet / des <i>Oberamtmanns</i>	2	3
• du tuteur / des <i>Vormundes</i>	1	1

	2005	2006
- Privation de liberté à des fins d'assistance / <i>Fürsorgerische Freiheitsentziehung</i> (art. 7 LPLFA / FFEF)	<b>127</b>	<b>137</b>
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>	95	98
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>	32	39
- Préavis en cas de procès en vue d'interdiction ou de mise sous conseil légal et en cas de mainlevée de ces mesures / <i>Stellungnahmen in Prozessen betreffend</i> <i>Entmündigung oder Einsetzung einer Beiratschaft und</i> <i>betreffend die Aufhebung dieser Massnahmen</i> (art. 111 et / <i>und</i> 139 LACC / EGZGB)	108	94
- Tutelles provisoires / <i>Vorläufige Entmündigungen</i> (art. 112 LACC / EGZGB)	34	24
- Levée de curatelle / <i>Aufhebung der Beistandschaft</i> (art. 439 CC / ZGB; art. 142 LACC / EGZGB)	330	396
- Consentement de la justice de paix / <i>Zustimmung des Friedensgerichts</i> (art. 421 CC / ZGB)	183	138
- Décisions préalables de la justice de paix / <i>Vorausgehender Beschluss des Friedensgerichts</i> (art. 422 CC / ZGB)	74	67
- Approbation des rapports et comptes de tutelle périodiques ou définitifs / <i>Anzahl der periodischen Prüfungen der Berichte und</i> <i>Rechnungen des Vormundes bzw. der Schlussberichte</i> <i>und Schlussrechnungen</i> (art. 423, 451-453 CC / ZGB)	4037	4719
- Préavis concernant l'adoption / <i>Stellungnahmen betreffend Adoption</i> (art. 265 CC / ZGB; art. 70 LACC / EGZGB)	16	22
- Enregistrement de consentements à l'adoption / <i>Entgegennahme der Zustimmungen zur Adoption</i> (art. 265a CC / ZGB)	9	9
- Décisions sur abstraction du consentement en matière d'adoption / <i>Entscheid betreffend Absehen von der Zustimmungen</i> <i>zur Adoption</i> (art. 265d CC / ZGB; art. 70bis LACC / EGZGB)	1	0
- Mesures nécessaires concernant les relations personnelles parents-enfants / <i>Anordnungen betreffend den persönlichen Verkehr</i> <i>Eltern-Kind</i> (art. 275 CC / ZGB)	150	168
- Approbations de conventions relatives aux contributions d'entretien / <i>Genehmigung von Unterhaltsverträgen</i> (art. 287 CC / ZGB)	283	273
- Nomination de tuteurs / <i>Ernennung eines Vormundes</i> (art. 298 al. 2 CC / ZGB)	82	58

	2005	2006
- Modification de dispositions d'un jugement matrimonial concernant / <i>Abänderung eines Urteils in Ehesachen betreffend</i>		
• les relations personnelles (droit de visite) / <i>den persönlichen Verkehr (Besuchsrecht)</i> (art. 134 al. 4 CC / ZGB)	43	46
• les mesures de protection de l'enfant / <i>die Kinderschutzmassnahmen</i> (art. 315b al. 2 CC / ZGB)	23	36

# F.

## Chambre pénale des mineurs *Jugendstrafkammer*

### 1. Dénonciations et plaintes / *Anzeigen und Strafanträge*

En 2006, la Chambre pénale des mineurs a inscrit 2199 affaires au rôle (2139 en 2005) concernant 1473 enfants ou adolescents (1388 en 2005).

*2006 wurden bei der Jugendstrafkammer 2199 Angelegenheiten anhängig gemacht (2005: 2139), welche 1473 Kinder und Jugendliche betrafen (2005: 1388).*

<b>Répartition par âge et par sexe / <i>Aufteilung nach Alter und Geschlecht</i></b>	2005	2006
Enfants (7-15 ans révolus) / <i>Kinder (7-15 Jahre)</i>	505	536
Adolescents (16-18 ans révolus) / <i>Jugendliche (16-18 Jahre)</i>	1634	1663
Filles/ <i>Mädchen</i>	383	395
Garçons / <i>Knaben</i>	1756	1804
<b>Répartition linguistique / <i>Aufteilung nach Sprache</i></b>		
Mineurs de langue allemande / <i>Minderjährige deutscher Sprache</i> , soit le 23,2 % (21,2 % en 2005) / <i>d.h. 23,2 % (2005 : 21,2 %)</i>	454	511
Mineurs de langue française / <i>Minderjährige franz. Sprache</i> , soit le 76,8 % (78,8 % en 2005) / <i>d.h. 76,8 % (2005 : 78,8 %)</i>	1685	1688
<b>Répartition selon le domicile / <i>Aufteilung nach Wohnsitz</i></b>		
Fribourg-Ville / <i>Stadt Freiburg</i>	395	384
Sarine-Campagne / <i>Saane-Land</i>	486	394
Singine / <i>Sense</i>	213	171
Gruyère / <i>Greyerz</i>	241	237
Lac / <i>See</i>	198	319
Broye / <i>Broye</i>	181	236
Glâne / <i>Glane</i>	134	121
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	64	89
Autres cantons / <i>Andere Kantone</i>	185	226
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / <i>Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz</i>	42	22
<b>Total</b>	<b>2139</b>	<b>2199</b>

	2005	2006
<b>2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / <i>Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen</i></b>	615	507

### 3. Mesures provisoires / *Provisorische Massnahmen*

Mise en détention préventive / <i>Untersuchungshaft</i>	33	29
Observation / <i>Beobachtung</i>	13	17
Garde provisoire / <i>Vorsorgliche Unterbringung</i>	37	39

### 4. Enquêtes / *Strafuntersuchungen*

Les enquêtes en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2006 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 2898 (2838 en 2005), ont connu le sort suivant:

*Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2006 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 2898 (2005: 2838), nahmen folgenden Ausgang:*

	2005	2006
Refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahme</i>	35	48
Classement / <i>Nichtweiterverfolgung</i>	33	73
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	140	183
Non-lieu rendu à la suite d'une médiation / <i>Einstellung nach Mediation</i>	28	117
Non-lieu rendu suite à un retrait de plainte / <i>Klagerückzug</i>	315	302
Dessaisissements / <i>Abtretungen</i>	132	102
Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	885	956
Renvois devant le Juge unique ou devant la Chambre / <i>Überweisung an den Einzelrichter oder an die Kammer</i>	571	468
Enquêtes en cours / <i>Hängige Untersuchungen</i>	699	649
<b>Total</b>	<b>2838</b>	<b>2898</b>

##### 5. Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01.2006 au 31.12.2006)

Nombre d'affaires déléguées par les juges : 79 (2005 : 77), concernant 153 mineurs (2005 : 128).

Processus ayant conduit à un accord de médiation: 54 (2005 : 40), concernant 65 mineurs (2005 : 65).

Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation: 13 (2005 : 9), concernant 28 mineurs (2005 : 15).

Processus en cours au 31 décembre 2006: 40 (2005: 28), concernant 91 mineurs (2005 : 48).

##### **An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01.2006 bis 31.12.2006)**

Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten: 79 (2005: 77); davon betroffen: 153 Minderjährige (2005 : 128).

Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben: 54 (2005 : 40); davon betroffen: 65 Minderjährige (2005 : 65).

Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben: 13 (2005 : 9); davon betroffen: 28 Minderjährige (2005 : 15).

Per 31. Dezember 2006 hängige Verfahren: 40 (2005 : 28); davon betroffen: 91 Minderjährige (2005 : 48).

##### 6. Activité de la Chambre / Tätigkeit der Kammer

La Chambre s'est réunie à 12 reprises en 2006 (14 en 2005) et 23 mineurs (22 en 2005) ont été jugés.

Die Kammer hat 2006 12-mal getagt (2005: 14) und dabei 23 Minderjährige abgeurteilt (2005: 22).

##### 7. Infractions / Strafbare Handlungen

###### a) Code pénal / Strafgesetzbuch

###### contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben

	2005	2006
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	--	1
Complicité de meurtre / <i>Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung</i>	--	--
Infanticide / <i>Kindestötung</i>	1	--
Lésions corporelles simples / <i>Einfache Körperverletzung</i>	24	14
Lésions corporelles graves / <i>Schwere Körperverletzung</i>	--	1
Lésions corporelles par négligence / <i>Fahrlässige Körperverletzung</i>	1	1
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	17	22
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	1	--
Omission de prêter secours / <i>Unterlassung der Nothilfe</i>	--	1
Fausse alerte / <i>Falscher Alarm</i>	3	--

	2005	2006
Rixe / <i>Raufhandel</i>	9	10
Agression / <i>Angriff</i>	10	10
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen Gesundheitsgefährdender Stoffe</i>	--	--
<b>contre le patrimoine / gegen das Vermögen</b>		
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	5	5
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	2	6
Vol (simple: 51; en bande: 2; par métier: 2; au préjudice des proches: --) / <i>Diebstahl (einfacher: 51; bandenmässiger: 2; gewerbsmässiger: 2; zum Nachteil eines Angehörigen: --)</i>	87	55
Tentative de vol (simple: 8; en bande: 1, par métier: --) / <i>Diebstahlversuch (einfacher: 8; bandenmässiger: 1 gewerbsmässiger: --)</i>	18	9
Complicité de vol / <i>Gehilfschaft zum Diebstahl</i>	8	1
Vol d'importance mineure / <i>Geringfügiger Diebstahl</i>	27	15
Brigandage (avec arme: 1; en bande : --) / <i>Raub (bewaffneter: 1; bandenmässiger: --)</i>	5	7
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	85	65
Escroquerie / <i>Betrug</i>	--	1
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	2	2
Filouterie d'auberge / <i>Zechprellerei</i>	--	--
Obtention frauduleuse d'une prestation / <i>Erschleichen einer Leistung</i>	--	--
Extorsion / <i>Erpressung</i>	4	4
Recel / <i>Hehlerei</i>	18	6
<b>contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich</b>		
Diffamation / <i>Üble Nachrede</i>	--	--
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	1	--
Injure / <i>Beschimpfung</i>	19	14
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / <i>Missbrauch einer Fernmeldeanlage</i>	2	--
Violation du domaine secret / <i>Verletzung des Geheimbereichs</i>	1	1
<b>contre la liberté / gegen die Freiheit</b>		
Menaces / <i>Drohung</i>	15	16
Contrainte / <i>Nötigung</i>	2	2
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	--	2
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	59	31
<b>contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität</b>		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>Sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	7	6
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	3	1
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	5	8
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	1	1
Exhibitionnisme / <i>Exhibitionismus</i>	--	2
Pornographie / <i>Pornographie</i>	4	2
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	4	--
Inceste / <i>Inzest</i>	--	--
<b>créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen</b>		
Incendie intentionnel (dont tentative: 1; complicité: 6) / <i>Brandstiftung (Versuch: 1; Gehilfschaft: 6)</i>	5	11
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	16	8
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	2	1



	2005	2006
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / <i>Gefährdung ohne verbrecherische Absicht. Fahrlässige Gefährdung</i>	--	--
<b>Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / <i>Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht</i></b>		
Fabrication de fausse monnaie / <i>Geldfälschung</i>	1	--
Mise en circulation de fausse monnaie / <i>In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	1	2
Imitation de billets de banque sans dessein de faux / <i>Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht</i>	1	--
<b>Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i></b>		
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	--	--
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	1	9
<b>contre les communications et la paix publiques / <i>gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden</i></b>		
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	1	--
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	1	5
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	--	--
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	--	--
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	--	4
Atteinte à la paix des morts / <i>Störung des Totenfriedens</i>	3	2
<b>contre l'autorité publique / <i>gegen die öffentliche Gewalt</i></b>		
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	7	9
Opposition aux actes de l'autorité / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	11	18
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	17	20
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	--	--
<b>contre l'administration de la justice / <i>gegen die Rechtspflege</i></b>		
Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	2	3
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	6	4
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	--	--
<b>b) Autres lois fédérales / <i>Andere Bundesgesetze</i></b>		
• sur les stupéfiants / <i>Betäubungsmittel</i>	305	233
Crimes et délits: 16; contraventions: 199; cas bénins: 18 / <i>Verbrechen und Vergehen: 16; Übertretungen: 199; Leichter Fall: 18</i>		
• sur la circulation routière / <i>Strassenverkehr</i>		
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	55	29
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	128	81
Conduite en état d'ivresse / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>	22	23
Infractions suivies d'accident / <i>von einem Unfall gefolgte strafbare Handlungen</i>	35	57
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	302	311

	2005	2006
• sur le séjour et l'établissement des étrangers / <i>Aufenthalt und Niederlassung von Ausländern</i>	10	14
• sur les armes / <i>Waffengesetz</i>	21	23
• sur les transports publics / <i>Transportgesetz</i>	163	219
• sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	9	13
• sur la navigation intérieure / <i>Binnenschifffahrt</i>	4	3
• sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	1	--
• sur la protection de l'environnement / <i>Umweltschutzgesetz</i>	1	2
• sur la protection des eaux / <i>Gewässerschutzgesetz</i>	1	--
• sur les épizooties / <i>Tierseuchengesetz</i>	--	--

### c) Lois cantonales / *kantonale Gesetze*

• sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	19	26
• sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	1	1
• d'application du CP / <i>EGStGB</i>	57	62
• d'application du CC / <i>EGZGB</i>	--	--
• sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	2	3
• autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	--	--

## 8. Décisions rendues par le Juge unique et par la Chambre / *Durch den Einzelrichter und die Kammer gefällte Entscheide*

### I. Jugements / *Urteile*

#### Mesures éducatives / *Erziehungsmassnahmen*

Assistance éducative / <i>Erziehungshilfe</i>	20	17
Maintien de l'assistance éducative / <i>Beibehaltung der Erziehungshilfe</i>	4	5
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	--	--
Renvoi dans une maison d'éducation / <i>Einweisung in ein Erziehungsheim</i>	8	5
Maintien dans une maison d'éducation / <i>Beibehaltung in ein Erziehungsheim</i>	1	2
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	--	1
Traitement spécial / <i>Besondere Behandlung</i>	3	3
Patronage / <i>Schutzaufsicht</i>	21	22

#### Peines / *Strafen*

Réprimande / <i>Verweis</i>	22	14
Astreinte à un travail / <i>Verpflichtung zu einer Arbeitsleistung</i>	85	71
Amende avec sursis / <i>Busse mit bedingtem Vollzug</i>	18	14
Amende sans sursis / <i>Busse mit unbedingtem Vollzug</i>	28	35
Détention avec sursis / <i>Einschliessung mit bedingtem Vollzug</i>	30	41
Détention sans sursis / <i>Einschliessung mit unbedingtem Vollzug</i>	29	24
Cours d'éducation routière / <i>Verkehrserziehungskurs</i>	--	--
Cours sur la drogue / <i>Präventionskurs</i>	--	1

#### Renonciation à toute peine ou mesure /

<i>Absehen von jeder Massnahme oder Strafe</i>	30	14
--	----	----

#### Ajournement des sanctions /

<i>Aufschub der Anordnung einer Strafe oder Massnahme</i>	--	--
Jugement suite à un ajournement / <i>Urteil nach Aufschub</i>	--	1

<b>Acquittement / <i>Freispruch</i></b>	55	58
---	----	----

	2005	2006
<b>Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide</b>		
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	33	30
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	1	--
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	5	11
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	4	6
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	1	2
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	--	--
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>	8	3
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	1	1
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	13	18
Fin de patronage / <i>Beendigung der Schutzaufsicht</i>	16	6
Conversion d'amende en détention / <i>Umwandlung der Busse in Haft</i>	46	42

## II. Ordonnances pénales / *Strafbefehle*

• infligeant une réprimande / <i>Verhängung eines Verweises</i>	297	350
• infligeant une amende / <i>Verhängung einer Busse</i>	274	266
• astreignant à un travail / <i>Verhängung einer Arbeitsleistung</i>	140	157
• astreignant à un cours d'éducation routière / <i>Verhängung eines Verkehrserziehungskurses</i>	17	27
• astreignant à un cours sur la drogue / <i>Verhängung eines Präventionskurses</i>	--	25
• Renonciation à toute peine / <i>Absehen von jeder Strafe</i>	60	41

## III. Cours d'éducation routière / *Verkehrserziehungskurse*

• Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / <i>Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht</i>	74	74
--	----	----

# G. Préfectures / Oberämter

## Activité judiciaire des préfets Richterliche Tätigkeit der Oberamtmänner

	Saïne Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vuisbach	Total
<b>Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen</b>								
<b>1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche</b>	<b>405</b>	<b>39</b>	<b>145</b>	<b>85</b>	<b>66</b>	<b>63</b>	<b>33</b>	<b>836</b>
ayant abouti / <i>erfolgreich</i> ayant échoué, transmises au juge compétent / <i>gescheitert, dem zuständigen Richter     übermittelt</i>	266	25	73	29	47	35	15	490
en suspens / <i>hängig</i>	127	12	35	51	16	25	17	283
	12	2	37	5	3	3	1	63
<b>2. Transmises d'office au juge compétent / von Amtes wegen dem zuständigen Richter übermittelt</b>	<b>128</b>	<b>27</b>	<b>59</b>	<b>6</b>	<b>25</b>	<b>14</b>	<b>40</b>	<b>299</b>
<b>3. Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>	<b>7630</b>	<b>805</b>	<b>1385</b>	<b>1039</b>	<b>361</b>	<b>1061</b>	<b>554</b>	<b>12835</b>
définitive / <i>endgültige</i>	7478	780	1344	1000	359	1029	539	12529
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter     übermittelt</i>	152	25	41	39	2	32	15	306
<b>TOTAL</b>	<b>8163</b>	<b>871</b>	<b>1589</b>	<b>1130</b>	<b>452</b>	<b>1138</b>	<b>627</b>	<b>13970</b>

### Notices explicatives concernant le tableau

#### 1. Première rubrique : tentatives de conciliation

S'agissant des infractions qui, selon le code pénal suisse, ne se poursuivent que sur plainte, le préfet est, en procédure fribourgeoise (art. 149 al. 1 CPP), le magistrat conciliateur. Si la conciliation aboutit, le préfet statue sur les frais (art. 149 al. 3 CPP). Si la tentative de conciliation échoue, le préfet transmet la plainte au juge compétent.

#### 2. Deuxième rubrique: dénonciations transmises d'office au juge compétent

Il arrive souvent que des dénonciateurs nantissent le préfet de leurs doléances, alors que celui-ci n'est pas compétent pour les traiter. Dans de tels cas, le préfet transmettra aussitôt la dénonciation au juge compétent.

#### 3. Troisième rubrique: ordonnances pénales

Dans les affaires de leur compétence, en matière de circulation routière notamment, les préfets peuvent, sur la base des pièces, rendre une ordonnance sommaire fixant la peine et statuant sur les frais. Non frappées d'opposition, ces ordonnances deviennent définitives passé le délai de trente jours (art. 192 CPP).

Si, au contraire, le condamné use de son droit d'opposition, le préfet doit renvoyer la cause en jugement ou renoncer à la poursuite pénale (art. 194 al. 2 CPP). Lorsque les éléments fournis à l'appui de l'opposition nécessitent des opérations d'instruction, le préfet transmet le dossier au juge d'instruction (art. 194 al. 3 CPP).

## **Ergänzende Erklärungen zu vorstehender Tabelle**

### **1. Erste Spalte: Vermittlungsversuche**

*Handelt es sich um eine nur auf Antrag verfolgbare Straftat, so schreitet der Oberamtmann zunächst zu einem Vermittlungsversuch (Art. 149 Abs. 1 StPO). Wird der Strafantrag zurückgezogen, so entscheidet der Oberamtmann über die Kostenfrage (Art. 149 Abs. 3 StPO). Wird der Strafantrag nicht zurückgezogen, so überweist der Oberamtmann die Strafsache dem zuständigen Richter.*

### **2. Zweite Spalte: Überweisung von Amtes wegen**

*Oft wird dem Oberamtmann die Begehung einer von Amtes wegen verfolgbareren Straftat bekannt oder gemeldet, für deren Beurteilung er nicht zuständig ist. Solche Fälle hat der Oberamtmann unverzüglich dem zuständigen Richter zu überweisen.*

### **3. Dritte Spalte: Strafbefehle**

*Der Oberamtmann kann in Angelegenheiten, die in seine Zuständigkeit fallen, hauptsächlich bei leichteren Verstößen gegen das Strassenverkehrsgesetz, Strafbefehle erlassen, in welchen er die Strafe festsetzt und über die Kosten entscheidet. Verlangt der auf diese Art Verurteilte nicht innerhalb von dreissig Tagen das ordentliche Verfahren, erwächst der Strafbefehl in Rechtskraft (Art. 192 StPO).*

*Erhebt der Verurteilte Einsprache gegen den Strafbefehl, hat der Oberamtmann die Sache der urteilenden Behörde zu überweisen oder auf die Strafverfolgung zu verzichten (Art. 194 Abs. 2 StPO). Erfordern die in der Einsprache vorgebrachten Gründe Untersuchungshandlungen, so übermittelt der Oberamtmann die Akten dem Untersuchungsrichter (Art. 194 Abs. 3 StPO).*